



Assemblée générale

**Distr.
GENERALE**

**A/INF/45/8
12 janvier 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**

Quarante-cinquième session

RESOLUTIONS ET DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA QUARANTE-CINQUIEME SESSION

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	Page
I. INTRODUCTION	2
II. RESOLUTIONS ADOPTEES SANS RENVOI A UNE GRANDE COMMISSION	3
III. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA PREMIERE COMMISSION	7
IV. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE	12
V. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA DEUXIEME COMMISSION	14
VI. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA TROISIEME COMMISSION	19
VII. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA QUATRIEME COMMISSION	27
VIII. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA CINQUIEME COMMISSION	29
IX. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA SIXIEME COMMISSION	32
X. DECISIONS	34
A. ELECTIONS ET NOMINATIONS	34
B. AUTRES DECISIONS	37

I. INTRODUCTION

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après, pour information, une liste provisoire des résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, tenue du 18 septembre au 21 décembre 1990 (résolutions 45/1 à 45/256, décisions 45/301 à 45/326 et 45/401 à 45/455).
2. Les résolutions sont publiées individuellement (documents ronéotypés) dans la série A/RES/... Le texte provisoire des décisions figure à la section X du présent document.
3. La liste définitive des résolutions et décisions figurera dans le volume imprimé 1/, qui comprendra également un index de ces actes, par point de l'ordre du jour, une liste d'organes avec renvois aux textes indiquant leur composition et une liste des conventions et déclarations.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 49 (A/45/49).

II. RESOLUTIONS ADOPTEES SANS RENVOI A UNE GRANDE COMMISSION

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/1	Admission de la Principauté du Liechtenstein à l'Organisation des Nations Unies (A/45/L.1 et Add.1)	19	18 septembre 1990
45/2	Assistance électorale à Haïti (A/45/L.2 et Add.1)	154	10 octobre 1990
45/3	La situation au Cambodge (A/45/L.5)	32	15 octobre 1990
45/4	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique (A/45/L.4/Rev.1 et Rev.1/Add.1)	20	16 octobre 1990
45/5	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain (A/45/L.6)	24	16 octobre 1990
45/6	Attribution du statut d'observateur au Comité international de la Croix-Rouge, eu égard au rôle et aux mandats particuliers qui lui ont été assignés par les Conventions de Genève du 12 août 1949 (A/45/L.7 et Add.1)	149	16 octobre 1990
45/7	Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/45/L.9 et Add.1)	14	23 octobre 1990
45/8	Dixième anniversaire de l'Université pour la paix (A/45/L.10 et Add.1)	150	24 octobre 1990
45/9	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique (A/45/L.8)	26	25 octobre 1990
45/10	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains (A/45/L.12 et Add.1)	21	25 octobre 1990
45/11	Question de l'île comorienne de Mayotte (A/45/L.13)	27	1er novembre 1990
45/12	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (A/45/L.3)	29	7 novembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/13	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (A/45/L.14 et Corr.1 et 2)	30	7 novembre 1990
45/14	Application de la Déclaration sur le droit des peuples à la paix (A/45/L.15 et Add.1)	22	7 novembre 1990
45/15	La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix (A/45/L.19, tel que révisé oralement, et Add.1)	28	20 novembre 1990
45/33	Trentième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/45/23, chap. II)	18	20 novembre 1990
45/34	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/45/L.16 et Add.1)	18	20 novembre 1990
45/35	Diffusion d'informations sur la décolonisation (A/45/L.17 et Add.1)	18	20 novembre 1990
45/36	Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (A/45/L.23, tel que révisé oralement, et Add.1)	31	27 novembre 1990
45/67	Question de Palestine		
	Résolution A (A/45/L.24 et Add.1)	23	6 décembre 1990
	Résolution B (A/45/L.25 et Add.1)	23	6 décembre 1990
	Résolution C (A/45/L.26 et Add.1)	23	6 décembre 1990
45/68	Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (A/45/L.27 et Add.1)	23	6 décembre 1990
45/69	Le soulèvement (Intifada) du peuple palestinien (A/45/L.28, tel que révisé oralement, et Add.1)	23	6 décembre 1990
45/82	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes (A/45/L.11/Rev.2)	25	13 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/83	La situation au Moyen Orient		
	Résolution A (A/45/L.35)	35	13 décembre 1990
	Résolution B (A/45/L.36)	35	13 décembre 1990
	Résolution C (A/45/L.37 et Add.1)	35	13 décembre 1990
45/145	Droit de la mer (A/45/L.29 et Add.1)	33	14 décembre 1990
45/176	Politique d' <u>apartheid</u> du Gouvernement sud-africain		
	A. Action internationale en vue d'éliminer l' <u>apartheid</u> (A/45/L.38)	34	19 décembre 1990
	B. Mesures concertées et efficaces en vue de l'élimination de l' <u>apartheid</u> (A/45/L.39 et Corr.1 et Add.1)	34	19 décembre 1990
	C. Collaboration militaire avec l'Afrique du Sud (A/45/L.40 et Corr.1 et Add.1)	34	19 décembre 1990
	D. Relations entre l'Afrique du Sud et Israël (A/45/L.41)	34	19 décembre 1990
	E. Programme de travail du Comité spécial contre l' <u>apartheid</u> (A/45/L.33)	34	19 décembre 1990
	F. Embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud (A/45/L.31 et Add.1)	34	19 décembre 1990
	G. Appui aux travaux de la Commission contre l' <u>apartheid</u> dans les sports (A/45/L.42)	34	19 décembre 1990
	H. Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud (A/45/L.32)	34	19 décembre 1990
45/177	Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social (A/45/L.34/Rev.1)	117	19 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/178	Situation économique critique en Afrique du Sud		
	A. Examen et évaluation finals de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (A/45/L.20/Rev.1)	152 a)	19 décembre 1990
	B. Rapport sur les problèmes des produits de base africains : vers une solution (A/45/L.21/Rev.1)	152 b)	19 décembre 1990
	C. La Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (A/45/L.22/Rev.1)	152 c)	19 décembre 1990
45/257	Assistance spéciale d'urgence à Haïti (A/45/L.44/Rev.1)	86	21 décembre 1990

III. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA PREMIERE COMMISSION

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/48	Application de la résolution 44/104 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) (A/45/771)	45	4 décembre 1990
45/49	Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales (A/45/768)	46	4 décembre 1990
45/50	Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (A/45/769)	47	4 décembre 1990
45/51	Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires (A/45/770)	48	4 décembre 1990
45/52	Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (A/45/771)	49	4 décembre 1990
45/53	Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud (A/45/772)	50	4 décembre 1990
45/54	Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (A/45/774)	52	4 décembre 1990
45/55	Prévention d'une course aux armements dans l'espace (A/45/775)		
	A. Prévention d'une course aux armements dans l'espace	53	4 décembre 1990
	B. Les mesures de confiance et l'espace ..	53	4 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/56	Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (A/45/776)		
	A. Application de la Déclaration	54	4 décembre 1990
	B. Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud	54	4 décembre 1990
45/57	Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (A/45/777)		
	A. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques)	55	4 décembre 1990
	B. Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines, et sur leur destruction et préparatifs de la troisième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention	55	4 décembre 1990
	C. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925	55	4 décembre 1990
45/58	Désarmement général et complet (A/45/778)		
	A. Relation entre le désarmement et le développement	56	4 décembre 1990
	B. Négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires	56	4 décembre 1990
	C. Désarmement classique	56	4 décembre 1990
	D. Désarmement nucléaire	56	4 décembre 1990
	E. Etude d'ensemble des Nations Unies sur les armes nucléaires	56	4 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
F.	Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques	56	4 décembre 1990
G.	Désarmement classique	56	4 décembre 1990
H.	Négociations bilatérales sur les armes nucléaires	56	4 décembre 1990
I.	Mesures de confiance et de sécurité et désarmement classique en Europe	56	4 décembre 1990
J.	Interdiction d'attaquer des installations nucléaires	56	4 décembre 1990
K.	Interdiction de déverser des déchets radioactifs	56	4 décembre 1990
L.	Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement	56	4 décembre 1990
M.	Désarmement régional, y compris mesures de confiance	56	4 décembre 1990
N.	Possibilité d'utiliser à des fins civiles de protection de l'environnement les ressources affectées aux activités militaires	56	4 décembre 1990
O.	Conceptions et politiques de sécurité axées sur la défense	56	4 décembre 1990
P.	Désarmement régional	56	4 décembre 1990
45/59	Examen et application du document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/45/779)		
A.	Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement	57	4 décembre 1990
B.	Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires	57	4 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
C.	Campegne mondiale pour le désarmement	57	4 décembre 1990
D.	Gel des armements nucléaires	57	4 décembre 1990
E.	Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes ..	57	4 décembre 1990
45/60	Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale (A/45/780)	58	4 décembre 1990
45/61	La science et la technique au service du désarmement (A/45/781)	59	4 décembre 1990
45/62	Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (A/45/782)		
A.	Proclamation de la décennie commençant en 1990 comme troisième Décennie du désarmement	60	4 décembre 1990
B.	Rapport de la Commission du désarmement	60	4 décembre 1990
C.	Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire; prévention d'une guerre nucléaire	60	4 décembre 1990
D.	Rapport de la Conférence du désarmement	60	4 décembre 1990
E.	Programme global de désarmement	60	4 décembre 1990
F.	Application des directives pour des types appropriés de mesures de confiance	60	4 décembre 1990
G.	Dixième anniversaire de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	60	4 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/63	Armement nucléaire d'Israël (A/45/784)	62	4 décembre 1990
45/64	Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (A/45/786)	64	4 décembre 1990
45/65	Etude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification (A/45/788)	66	4 décembre 1990
45/66	Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive (A/45/794)	155	4 décembre 1990
45/77	Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix (A/45/783)	61	12 décembre 1990
45/78	Question de l'Antarctique (A/45/789)		
	Résolution A	67	12 décembre 1990
	Résolution B	67	12 décembre 1990
45/79	Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (A/45/790)	68	12 décembre 1990
45/80	Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (A/45/791)	69	12 décembre 1990
45/81	Application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix (A/45/792)	70	12 décembre 1990

IV. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA
COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

<u>Número des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/70	Science et paix (A/45/817)	71	11 décembre 1990
45/71	Effets des rayonnements ionisants (A/45/687)	72	11 décembre 1990
45/72	Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (A/45/821)	73	11 décembre 1990
45/73	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/45/822)		
	A. Aide aux réfugiés de Palestine	74	11 décembre 1990
	B. Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	74	11 décembre 1990
	C. Assistance aux personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures	74	11 décembre 1990
	D. Offres par les Etats Membres de subventions et de bourses d'études pour l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle, destinées aux réfugiés de Palestine	74	11 décembre 1990
	E. Réfugiés de Palestine se trouvant dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967	74	11 décembre 1990
	F. Reprise de la distribution de rations aux réfugiés de Palestine	74	11 décembre 1990
	G. Retour de la population et des réfugiés déplacés depuis 1967	74	11 décembre 1990
	H. Revenus provenant de biens appartenant à des réfugiés de Palestine	74	11 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
I.	Protection des réfugiés de Palestine ..	74	11 décembre 1990
J.	Université de Jérusalem (Al Qods) pour les réfugiés de Palestine	74	11 décembre 1990
K.	Protection, dans le territoire palestinien occupé, des élèves et étudiants palestiniens, des établissements d'enseignement et de la sécurité des installations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	74	11 décembre 1990
45/74	Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/45/823)		
	Résolution A	75	11 décembre 1990
	Résolution B	75	11 décembre 1990
	Résolution C	75	11 décembre 1990
	Résolution D	75	11 décembre 1990
	Résolution E	75	11 décembre 1990
	Résolution F	75	11 décembre 1990
	Résolution G	75	11 décembre 1990
45/75	Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (A/45/824)	76	11 décembre 1990
45/76	Questions relatives à l'information (A/45/825)		
A.	L'information au service de l'humanité	77	11 décembre 1990
B.	La politique et l'action de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information	77	11 décembre 1990

V. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA DEUXIEME COMMISSION

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/181	Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/182	Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec participation ministérielle (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/183	Assistance au peuple palestinien (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/184	Coopération halieutique en Afrique (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/185	Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/186	Code de conduite des sociétés transnationales (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/187	Action préventive et lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/188	Esprit d'entreprise (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/189	Décennie mondiale du développement culturel (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/190	Coopération internationale pour s'attaquer aux conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl (A/45/848)	12	21 décembre 1990
45/191	Mise en valeur des ressources humaines aux fins du développement (A/45/849/Add.1)	79	21 décembre 1990
45/192	Le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés (A/45/849/Add.1)	79	21 décembre 1990
45/193	L'unification du Yémen : appui de la communauté internationale à son infrastructure économique et sociale (A/45/849/Add.1)	79	21 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/194	Programmes de stabilisation économique dans les pays en développement (A/45/849/Add.1)	79	21 décembre 1990
45/195	Rapport de la Commission du Sud (A/45/849/Add.1)	79	21 décembre 1990
45/196	Coopération en matière de développement industriel et diversification et modernisation des activités productives dans les pays en développement (A/45/849/Add.1)	79	21 décembre 1990
45/197	La pêche aux grands filets pélagiques dérivants et ses conséquences sur les ressources biologiques des mers et des océans (A/45/849/Add.1)	79	21 décembre 1990
45/198	Inscription de la Namibie sur la liste des pays les moins avancés (A/45/849/Add.1) ...	79	21 décembre 1990
45/199	Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (A/45/849/Add.2)	79	21 décembre 1990
45/200	Produits de base (A/45/849/Add.3)	79	21 décembre 1990
45/201	Renforcement des organisations internationales dans le domaine du commerce multilatéral (A/45/849/Add.3)	79	21 décembre 1990
45/202	Mesures spécifiques en faveur des pays en développement insulaires (A/45/849/Add.3)	79	21 décembre 1990
45/203	Conseil du commerce et du développement (A/45/849/Add.3)	79	21 décembre 1990
45/204	Code international de conduite pour le transfert de technologie (A/45/849/Add.3)	79	21 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/205	Huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (A/45/849/Add.3)	79	21 décembre 1990
45/206	Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (A/45/849/Add.4)	79	21 décembre 1990
45/207	Problèmes alimentaires et agricoles (A/45/849/Add.5)	79	21 décembre 1990
45/208	Rapport du Comité pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables (A/45/849/Add.6)	79	21 décembre 1990
45/209	Mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement (A/45/849/Add.7)	79	21 décembre 1990
45/210	Environnement et commerce international (A/45/850)	80	21 décembre 1990
45/211	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (A/45/850)	80	21 décembre 1990
45/212	Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures (A/45/851)	81	21 décembre 1990
45/213	Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement (A/45/852)	82	21 décembre 1990
45/214	Crise de la dette internationale et développement : élargissement de la coopération internationale en vue d'une solution durable des problèmes de la dette extérieure des pays en développement (A/45/853)	83	21 décembre 1990
45/215	Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement (A/45/854)	84	21 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/216	Population et développement (A/45/854)	84	21 décembre 1990
45/217	Sommet mondial pour les enfants (A/45/854)	84	21 décembre 1990
45/218	Administration du Programme alimentaire mondial (A/45/854)	84	21 décembre 1990
45/219	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (A/45/855)	85	21 décembre 1990
45/220	Université des Nations Unies (A/45/855) ...	85	21 décembre 1990
45/221	Renforcement du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/222	Aide à la reconstruction et au dévelop- pement du Yémen (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/223	Assistance économique spéciale au Tchad (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/224	Assistance spéciale aux Etats de première ligne (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/225	Aide à la reconstruction et au dévelop- pement du Liban (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/226	Opération survie au Soudan (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/227	Assistance au Mozambique (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/228	Assistance pour la reconstruction et le développement de Djibouti (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/229	Assistance d'urgence à la Somalie (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/230	Assistance au Bénin, à l'Equateur, à Madagascar, à la République centrafricaine et à Vanuatu (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/231	Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale (A/45/856)	86	21 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/232	Assistance d'urgence au Libéria (A/45/856)	86	21 décembre 1990
45/233	Assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola (A/45/857)	87	21 décembre 1990
45/234	Respect des engagements et application des politiques de coopération internationale au service du développement convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance et du développement dans les pays en développement (A/45/858)	148	21 décembre 1990

VI. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA TROISIEME COMMISSION

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/84	Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud (A/45/744)	88	14 décembre 1990
45/85	Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre (A/45/745)	89	14 décembre 1990
45/86	Réalisation de la justice sociale (A/45/746)	90	14 décembre 1990
45/87	Situation sociale dans le monde (A/45/746)	90	14 décembre 1990
45/88	Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (A/45/747)	91	14 décembre 1990
45/89	Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (A/45/747)	91	14 décembre 1990
45/90	Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (A/45/747)	91	14 décembre 1990
45/91	Application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées (A/45/748)	92	14 décembre 1990
45/92	Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique (A/45/749)	93	14 décembre 1990
45/93	Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique (A/45/749)	93	14 décembre 1990
45/94	Nécessité d'assurer un environnement salubre pour le bien-être de chacun (A/45/749)	93	14 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/95	Principes directeurs pour la réglementation des fichiers personnels informatisés (A/45/749)	93	14 décembre 1990
45/96	Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (A/45/750)	94	14 décembre 1990
45/97	Droit au développement (A/45/750)	94	14 décembre 1990
45/98	Le respect du droit de chacun, aussi bien seul qu'en collectivité, à la propriété et sa contribution au développement économique et social des Etats Membres (A/45/750)	94	14 décembre 1990
45/99	Développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme (A/45/750)	94	14 décembre 1990
45/100	Assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre (A/45/751)	95	14 décembre 1990
45/101	Nouvel ordre humanitaire international (A/45/751)	95	14 décembre 1990
45/102	Promotion de la coopération internationale dans le domaine humanitaire (A/45/751)	95	14 décembre 1990
45/103	Politiques et programmes entrepris avec la participation des jeunes (A/45/752)	96	14 décembre 1990
45/104	Convention relative aux droits de l'enfant (A/45/753)	97	14 décembre 1990
45/105	Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (A/45/754)	98	14 décembre 1990
45/106	Application du Plan d'action international sur le vieillissement et activités connexes (A/45/755)	99	14 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/107	Coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale dans le contexte du développement (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/108	Etude des fonctions et du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/109	Informatisation de la justice pénale (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/110	Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo) (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/111	Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/112	Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (les Principes directeurs de Riyad) (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/113	Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (A/45/756) ..	100	14 décembre 1990
45/114	La violence dans la famille (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/115	Utilisation des enfants dans des activités criminelles (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/116	Traité type d'extradition (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/117	Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/118	Traité type sur le transfert des poursuites pénales (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/119	Traité type relatif au transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle (A/45/756)	100	14 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/120	Prévention du crime et justice pénale : remerciements au Gouvernement et au peuple cubains à l'occasion du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/121	Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/122	Education en matière de justice pénale (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/123	Coopération internationale contre les activités criminelles organisées (A/45/756)	100	14 décembre 1990
45/124	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (A/45/757)	101	14 décembre 1990
45/125	Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (A/45/758)	102	14 décembre 1990
45/126	Les femmes et l'alphabétisation (A/45/758)	102	14 décembre 1990
45/127	Consultation interrégionale sur le rôle des femmes dans la vie publique (A/45/758)	102	14 décembre 1990
45/128	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (A/45/758)	102	14 décembre 1990
45/129	Application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme (A/45/758)	102	14 décembre 1990
45/130	Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/45/759)	103	14 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/131	Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination (A/45/759) ..	103	14 décembre 1990
45/132	Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'auto-détermination (A/45/759)	103	14 décembre 1990
45/133	Année internationale de la famille (A/45/760)	104	14 décembre 1990
45/134	Suivi des Principes directeurs pour les politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement dans un avenir proche et incidences sociales néfastes de la consommation d'alcool (A/45/760)	104	14 décembre 1990
45/135	Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (A/45/761)	105	14 décembre 1990
45/136	Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (A/45/762)	106	14 décembre 1990
45/137	Conférence internationale sur la situation tragique des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe (A/45/763)	107	14 décembre 1990
45/138	Elargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/45/763)	107	14 décembre 1990
45/139	Aide humanitaire d'urgence aux personnes déplacées et aux réfugiés libériens (A/45/763)	107	14 décembre 1990
45/140	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (A/45/763)		
	Résolution A	107	14 décembre 1990
	Résolution B	107	14 décembre 1990
45/141	Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (A/45/763)	107	14 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/142	Rapport du Comité contre la torture et état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (A/45/765)	109	14 décembre 1990
45/143	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (A/45/765)	109	14 décembre 1990
45/144	Torture et traitement inhumain d'enfants détenus en Afrique du Sud (A/45/765)	109	14 décembre 1990
45/146	Application de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (A/45/764)	108	18 décembre 1990
45/147	Respect des principes que consacrent la Charte des Nations Unies et le droit international dans la lutte contre l'abus et le trafic des drogues (A/45/764)	108	18 décembre 1990
45/148	Application du Programme d'action mondial contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (A/45/764)	108	18 décembre 1990
45/149	Lutte internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues (A/45/764)	108	21 décembre 1990
45/150	Renforcement de l'efficacité du principe d'élections périodiques et honnêtes (A/45/766)	110	18 décembre 1990
45/151	Respect des principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats en ce qui concerne les processus électoraux (A/45/766)	110	18 décembre 1990
45/152	Etat de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/153	Droits de l'homme et exodes massifs (A/45/838)	12	18 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/154	Assistance aux réfugiés en Somalie (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/155	Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/156	Assistance aux rapatriés volontaires et aux personnes déplacées au Tchad (A/45/838) ...	12	18 décembre 1990
45/157	Aide humanitaire aux réfugiés et personnes déplacées à Djibouti (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/158	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/159	Assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées au Malawi (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/160	Situation des réfugiés au Soudan (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/161	Assistance aux réfugiés et aux rapatriés en Ethiopie (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/162	Exécutions sommaires ou arbitraires (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/163	Renforcement de l'action que l'Organisation des Nations Unies mène dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale, et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/164	Année internationale des populations autochtones (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/165	Question des disparitions forcées ou involontaires (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/166	Les droits de l'homme dans l'administration de la justice (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/167	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme (A/45/838)	12	18 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/168	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/169	Coopération internationale visant à résoudre les problèmes internationaux d'ordre social, culturel ou humanitaire et à promouvoir et encourager le respect et l'exercice universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/170	La situation des droits de l'homme au Koweït occupé (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/171	Assistance en faveur des étudiants réfugiés en Afrique australe (A/45/838) ...	12	18 décembre 1990
45/172	Situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en El Salvador (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/173	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/174	Situation des droits de l'homme en Afghanistan (A/45/838)	12	18 décembre 1990
45/175	Rationalisation des travaux de la Troisième Commission (A/45/838/Add.1)	12	18 décembre 1990
45/179	Renforcement du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies (A/45/764)	108	21 décembre 1990
45/180	Faits nouveaux touchant les activités du Centre pour les droits de l'homme (A/45/838)	12	21 décembre 1990

VII. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA QUATRIEME COMMISSION

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/16	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa g) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (A/45/680)	111	20 novembre 1990
45/17	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l' <u>apartheid</u> et la discrimination raciale en Afrique australe (A/45/681)	112	20 novembre 1990
45/18	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/45/682)	113 et 12	20 novembre 1990
45/19	Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe (A/45/683)	114	20 novembre 1990
45/20	Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (A/45/684)	115	20 novembre 1990
45/21	Question du Sahara occidental (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/22	Question de la Nouvelle-Calédonie (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/23	Question d'Anguilla (A/45/685 et Corr.1) ..	18	20 novembre 1990
45/24	Question des Bermudes (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/25	Question des îles Vierges britanniques (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/26	Question des îles Caïmanes (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/27	Question de Montserrat (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/28	Question des îles Turques et Caïques (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/29	Question des Tokélaou (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/30	Question des Samoa américaines A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/31	Question des îles Vierges américaines A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990
45/32	Question de Guam (A/45/685 et Corr.1)	18	20 novembre 1990

VIII. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA CINQUIEME COMMISSION

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/235	Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (A/45/729)	116	21 décembre 1990
45/236	Crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies et crise financière de l'Organisation (A/45/883 et A/45/884)		
	Résolution A	120 et 121	21 décembre 1990
	Résolution B	120 et 121	21 décembre 1990
45/237	Corps commun d'inspection (A/45/795)	123	21 décembre 1990
45/238	Plan des conférences (A/45/879)		
	A. Rapport du Comité des conférences	124	21 décembre 1990
	B. Contrôle et limitation de la documentation	124	21 décembre 1990
45/239	Questions relatives au personnel (A/45/898)		
	A. Composition du Secrétariat	126	21 décembre 1990
	B. Administration de la justice	126	21 décembre 1990
	C. Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat	126	21 décembre 1990
45/240	Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés (A/45/898)	126	21 décembre 1990
45/241	Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale (A/45/889)	127	21 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/242	Régime des pensions des Nations Unies (A/45/880)	128	21 décembre 1990
45/243	Financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (A/45/895)	129 a	21 décembre 1990
45/244	Financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (A/45/896)	129 b	21 décembre 1990
45/245	Financement du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (A/45/897)	130	21 décembre 1990
45/246	Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (A/45/882)	131	21 décembre 1990
45/247	Financement du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (A/45/892)	133	21 décembre 1990
45/248	Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/45/900)		
	Résolution A	118	21 décembre 1990
	Résolution B	118	21 décembre 1990
45/249	Conditions d'emploi et rémunération des personnes, autres que des fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale (A/45/900)	118	21 décembre 1990
45/250	Conditions d'emploi et rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat - membres de la Cour internationale de Justice (A/45/900)		
	A. Emoluments	118	21 décembre 1990
	B. Régime des pensions	118	21 décembre 1990
	C. Conditions d'emploi	118	21 décembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/251	Traitement et pension de retraite du Secrétaire général et traitement et rémunération considérée aux fins de la pension du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (A/45/900)	118	21 décembre 1990
45/252	Budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/45/900)		
	A. Ouverture de crédits révisée pour l'exercice biennal 1990-1991	118	21 décembre 1990
	B. Prévisions de recettes révisées pour l'exercice biennal 1990-1991	118	21 décembre 1990
	C. Exécution du budget pour l'année 1991	118	21 décembre 1990
45/253	Planification des programmes (A/45/901) ...	119	21 décembre 1990
45/254	Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (A/45/899)		
	Résolution A	117	21 décembre 1990
	Résolution B	117	21 décembre 1990
	Résolution C	117	21 décembre 1990
45/255	Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 (A/45/899)	117	21 décembre 1990
45/256	Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (A/45/902)		
	Résolution A	125	21 décembre 1990
	Résolution B	125	21 décembre 1990
	Résolution C	125	21 décembre 1990

IX. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA SIXIEME COMMISSION

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/37	Statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes (A/45/730)	135	28 novembre 1990
45/38	Etat des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés (A/45/731)	136	28 novembre 1990
45/39	Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires (A/45/732) ...	137	28 novembre 1990
45/40	Décennie des Nations Unies pour le droit international (A/45/733)	138	28 novembre 1990
45/41	Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-deuxième session (A/45/735)	140 et 142	28 novembre 1990
45/42	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-troisième session (A/45/736)	141	28 novembre 1990
45/43	Examen du projet d'articles relatifs au statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique et examen des projets de protocoles facultatifs y relatifs (A/45/738)	143	28 novembre 1990
45/44	Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (A/45/739)	144	28 novembre 1990
45/45	Rationalisation des procédures existantes de l'Organisation des Nations Unies (A/45/739)	144	28 novembre 1990

<u>Numéro des résolutions</u>	<u>Titre</u>	<u>l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>
45/46	Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (A/45/740)	145	28 novembre 1990
45/47	Protocole additionnel, relatif aux fonctions consulaires, à la Convention de Vienne sur les relations consulaires (A/45/741)	146	28 novembre 1990

X. DECISIONS

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
A. ELECTIONS ET NOMINATIONS				
45/301	Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs (A/45/PV.1)	3 a)	18 septembre 1990	43
45/302	Election du Président de l'Assemblée générale (A/45/PV.1)	4	18 septembre 1990	43
45/303	Election des présidents des grandes commissions (A/45/PV.2)	5	18 septembre 1990	43
45/304	Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (A/45/PV.2)	6	18 septembre 1990	43
45/305	Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires			
	Décision A (A/45/577, par. 4; A/45/PV.23)	17 a)	5 octobre 1990	44
	Décision B (A/45/577/Add.1, par. 4; A/45/PV.72)	17 a)	21 décembre 1990	44
45/306	Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (A/45/PV.36) ...	15 a)	1er novembre 1990	45
45/307	Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice (A/45/543, A/45/544/Rev.1, A/45/545; A/45/PV.38 et 39)	15 c)	15 novembre 1990	45
45/308	Election de membres du Conseil économique et social (A/45/PV.41 et 46)	15 b)	16 et 21 novembre 1990	46
45/309	Election de membres du Conseil mondial de l'alimentation (A/45/296 et Add.1; A/45/PV.47)	16 a)	27 novembre 1990	47
45/310	Election de 20 membres du Comité du programme et de la coordination (A/45/297 et Add.1; A/45/PV.47)	16 b)	27 novembre 1990	48

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
45/311	Nomination d'un membre du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (A/45/PV.48)	144	28 novembre 1990	49
45/312	Confirmation de la nomination d'un membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/45/723, A/45/724; A/45/PV.55)	18	4 décembre 1990	49
45/313	Nomination d'un membre du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (A/45/PV.59)	75	6 décembre 1990	49
45/314	Nomination de membres du Comité des conférences (A/45/PV.63)	124	10 décembre 1990	50
45/315	Nomination d'un membre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace (A/45/821 et Corr.1; A/45/PV.65)	73	11 décembre 1990	51
45/316	Nomination de membres du Comité de l'information (A/45/21; A/45/PV.65)	77	11 décembre 1990	51
45/317	Election d'un membre du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (A/45/PV.66)	16 g)	12 décembre 1990	52
45/318	Nomination d'un membre du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (A/45/PV.66)	17 i)	12 décembre 1990	52
45/319	Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/45/890; A/45/PV.72)	16 d)	21 décembre 1990	53
45/320	Nomination de membres du Comité des contributions (A/45/861; A/45/PV.72) ..	17 b)	21 décembre 1990	53

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
45/321	Nomination d'un membre du Comité des vérificateurs aux comptes (A/45/862; A/45/PV.72)	17 g)	21 décembre 1990	53
45/322	Confirmation de la nomination de membres du Comité des investissements (A/45/863; A/45/PV.72)	17 d)	21 décembre 1990	54
45/323	Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies (A/45/864; A/45/PV.72)	17 a)	21 décembre 1990	55
45/324	Nomination de membres de la Commission de la fonction civile internationale et désignation du président et du vice-président de la Commission (A/45/865; A/45/PV.72)	17 f)	21 décembre 1990	55
45/325	Nomination d'un membre suppléant du Comité de la Caisse des pensions de l'Organisation des Nations Unies (A/45/866; A/45/PV.72)	17 h)	21 décembre 1990	56
45/326	Nomination d'un membre du Comité spécial des opérations de maintien de la paix A/45/PV.72)	76	21 décembre 1990	56

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
B. AUTRES DECISIONS				
1. <u>Décisions adoptées sans renvoi à une grande commission</u>				
45/401	Organisation de la quarante-cinquième session (A/45/250 et Corr.1; A/45/PV.3)	8	21 septembre 1990	57
45/402	Adoption de l'ordre du jour et répartition des questions à examiner (A/45/250 et Corr.1, A/45/250/Add.1, A/45/251 et Add.1 à 4, A/45/252 et Add.1 à 4, A/45/235, A/45/237, A/45/238, A/45/239; A/45/PV.3, 13, 30, 65 et 71)	8	21 et 28 septembre, 15 octobre et 11 et 21 décembre 1990	57
45/403	Réunions d'organes subsidiaires pendant la quarante-cinquième session			
	Décision A (A/45/475; A/45/PV.2) ..	8	18 septembre 1990	58
	Décision B (A/45/475/Add.1; A/45/PV.3)	8	21 septembre 1990	59
	Décision C (A/45/475/Add.2; A/45/PV.36)	8	1er novembre 1990	59
	Décision D (A/45/475/Add.3; A/45/PV.37)	8	7 novembre 1990	59
45/404	Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/45/1; A/45/PV.31)	10	16 octobre 1990	60
45/405	Rapport de la Cour internationale de Justice (A/45/4; A/45/PV.35)	13	25 octobre 1990	60
45/410	Décennie internationale de l'élimination du colonialisme (A/44/800; A/45/624; A/45/PV.43)	18	20 novembre 1990	60

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
45/411	Communication par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (A/45/501; A/45/PV.47) ..	7	27 novembre 1990	60
45/420	Rapport du Conseil de sécurité (A/45/2; A/45/PV.63)	11	10 décembre 1990	60
45/421	Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (A/45/PV.63)	41	10 décembre 1990	61
45/424	Question des îles Falkland (Malvinas) (A/45/PV.66)	36	12 décembre 1990	61
45/425	Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (A/45/PV.66)	37	12 décembre 1990	61
45/429	Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (A/45/PV.68) ..	38	14 décembre 1990	61
45/430	Agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (A/45/PV.68)	42	14 décembre 1990	61
45/431	Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq (A/45/PV.68)	44	14 décembre 1990	62
45/435	Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (A/45/PV.70)	40	19 décembre 1990	62

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
45/454	Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (A/45/PV.72)	39	21 décembre 1990	62
45/455	Points conservés à l'ordre du jour de la quarante-cinquième session (A/45/PV.72)	8	21 décembre 1990	62
2. <u>Décisions adoptées sur les rapports de la Première Commission</u>				
45/414	Conclusion d'arrangements internationaux efficaces sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (A/45/773; A/45/PV.54)	51	4 décembre 1990	63
45/415	Transferts internationaux d'armes (A/45/778, par. 53; A/45/PV.54)	56	4 décembre 1990	63
45/416	Armements et désarmement naval (A/45/778, par. 53; A/45/PV.54)	56	4 décembre 1990	64
45/417	Informations concernant les accords de maîtrise des armements et de désarmement (A/45/778, par. 53; A/45/PV.54)	56	4 décembre 1990	64
45/418	Désarmement classique à l'échelon régional (A/45/778, par. 53; A/45/PV.54)	56	4 décembre 1990	64
45/426	Rapport du Conseil économique et social (A/45/793; A/45/PV.66)	12	12 décembre 1990	64
3. <u>Décisions adoptées sur les rapports de la Commission politique spéciale</u>				
45/419	Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (A/45/815; A/45/PV.55) ...	34	4 décembre 1990	64
45/422	Questions relatives à l'information (A/45/21, par. 76; A/45/PV.65)	77	11 décembre 1990	65
45/423	Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (A/45/725, par. 5; A/45/PV.65)	78	11 décembre 1990	65

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
4. <u>Décisions adoptées sur les rapports de la Deuxième Commission</u>				
45/436	Application de la section II de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (A/45/848, par. 68; A/45/PV.71)	12	21 décembre 1990	65
45/437	Inscription du Libéria sur la liste des pays les moins avancés (A/45/848, par. 68; A/45/PV.71)	12	21 décembre 1990	65
45/438	Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social (A/45/848, par. 68; A/45/PV.71)	12	21 décembre 1990	66
45/439	Programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1991-1992 (A/45/848/Add.1, par. 4; A/45/PV.71) ..	12	21 décembre 1990	66
45/440	Développement et coopération économique internationale (A/45/849, partie I; A/45/PV.71)	79	21 décembre 1990	80
45/441	Conférence internationale sur les mécanismes monétaires et financiers pour le développement (A/45/849/Add.2, par. 43; A/45/PV.71)	79	21 décembre 1990	80
45/442	Rapport du Comité spécial plénier chargé d'élaborer la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (A/45/849/Add.3, par. 8; A/45/PV.71)	79	21 décembre 1990	80
45/443	Rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur le Code international de conduite pour le transfert de technologie (A/45/849/Add.3, par. 28; A/45/PV.71)	79	21 décembre 1990	80
45/444	Renforcement de la coopération technique entre pays en développement dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture (A/45/849/Add.5, par. 13; A/45/PV.71)	79	21 décembre 1990	81

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
45/445	Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution 44/207 relative à la protection du climat mondial pour les générations présentes et futures (A/45/851, par. 14; A/45/PV.71)	81	21 décembre 1990	81
45/446	Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement (A/45/852, par. 11; A/45/PV.71)	82	21 décembre 1990	82
45/447	Création d'une commission consultative sur la dette et le développement (A/45/853, par. 17; A/45/PV.71)	83	21 décembre 1990	82
45/448	Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (A/45/854, par. 28; A/45/PV.71)	84	21 décembre 1990	82
45/449	Documents concernant les activités opérationnelles de développement (A/45/854, par. 28; A/45/PV.71)	84	21 décembre 1990	82

5. Décisions adoptées sur les rapports de la Troisième Commission

45/427	Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (A/45/750, par. 22; A/45/PV.68)	94	14 décembre 1990	83
45/428	Prévention du crime et justice pénale (A/45/756, par. 52; A/45/PV.68)	100	14 décembre 1990	84
45/432	Respect de la volonté du peuple du Myanmar (A/45/766, par. 22; A/45/PV.69)	110	18 décembre 1990	84
45/433	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones (A/45/838, par. 110; A/45/PV.69)	12	18 décembre 1990	84
45/434	Protection des minorités et non-discrimination à leur égard (A/45/838, par. 110; A/45/PV.69)	12	18 décembre 1990	84

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
--------------------------------------	--------------	---	----------------------------	-------------

6. Décisions adoptées sur les rapports de la Quatrième Commission

45/406	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/45/681, par. 10; A/45/PV.44)	112	20 novembre 1990	85
45/407	Question de Gibraltar (A/45/685 et Corr.1, par. 25; A/45/PV.44)	18	20 novembre 1990	88
45/408	Question de Pitcairn (A/45/685 et Corr.1, par. 25; A/45/PV.44)	18	20 novembre 1990	89
45/409	Question de Sainte-Hélène (A/45/685 et Corr.1, par. 25; A/45/PV.44)	18	20 novembre 1990	89

7. Décisions adoptées sur les rapports de la Cinquième Commission

45/450	Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/45/885, par. 6; A/45/PV.72)	122	21 décembre 1990	90
45/451	Besoins de l'Organisation des Nations Unies en matière d'impression (A/45/879, par. 8; A/45/PV.72)	124	21 décembre 1990	91
45/452	Modifications du Règlement du personnel (A/45/898, par. 16; A/45/PV.72)	126	21 décembre 1990	92
45/453	Rapport du Conseil économique et social (A/45/886, par. 4; A/45/PV.72)	12	21 décembre 1990	92

8. Décisions adoptées sur les rapports de la Sixième Commission

45/412	Règlement pacifique des différends entre Etats (A/45/734, par. 8; A/45/PV.48)	139	21 décembre 1990	92
45/413	Règlement de conciliation des Nations Unies applicable aux différends entre Etats (A/45/742, par. 8; A/45/PV.48)	147	21 décembre 1990	93

A. ELECTIONS ET NOMINATIONS

45/301. Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs

A sa 1re séance plénière, le 18 septembre 1990, l'Assemblée générale, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur, a nommé membres de la Commission de vérification des pouvoirs les neuf Etats suivants : Botswana, Chine, Côte d'Ivoire, Etats-Unis d'Amérique, Irlande, Jamaïque, Népal, Union des Républiques socialistes soviétiques et Uruguay.

45/302. Election du Président de l'Assemblée générale 2/

A sa 1re séance plénière, le 18 septembre 1990, l'Assemblée générale, conformément à l'Article 21 de la Charte des Nations Unies et à l'article 31 de son règlement intérieur, a élu M. Guido de Marco (Malte) Président de l'Assemblée générale.

45/303. Election des présidents des grandes commissions 2/

Le 18 septembre 1990, les sept grandes commissions de l'Assemblée générale se sont réunies, conformément à l'article 103 du règlement intérieur de l'Assemblée, pour élire leur président.

A la 2e séance plénière, le 18 septembre 1990, le Président de l'Assemblée générale a annoncé que les personnes suivantes avaient été élues à la présidence des grandes commissions :

<u>Première Commission :</u>	M. Jai Pratap Rana (Népal)
<u>Commission politique spéciale :</u>	M. Peresi Karukubiro-Kamunanwire (Ouganda)
<u>Deuxième Commission :</u>	M. George Papadatos (Grèce)
<u>Troisième Commission :</u>	M. Juan Somavia (Chili)
<u>Quatrième Commission :</u>	M. Martin Adouki (Congo)
<u>Cinquième Commission :</u>	M. Besley Maycock (Barbade)
<u>Sixième Commission :</u>	M. Václav Mikulka (Tchécoslovaquie)

45/304. Election des Vice-Présidents de l'Assemblée générale 2/

A sa 2e séance plénière, le 18 septembre 1990, l'Assemblée générale, conformément à l'article 31 de son règlement intérieur, a élu Vice-Présidents de l'Assemblée générale les représentants des 21 Etats Membres suivants : Brésil, Canada, Chine, Chypre, Egypte, Emirats arabes unis, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, France, Ghana, Honduras, Indonésie, Liban, Maurice, Mozambique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

2/ Conformément à l'article 38 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Bureau comprend le Président de l'Assemblée, les 21 vice-présidents et les présidents des grandes commissions.

**45/305. Nomination de membres du Comité consultatif pour
les questions administratives et budgétaires**

A

A sa 23e séance plénière, le 5 octobre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 3/, a nommé membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour un mandat commençant le 5 octobre 1990 et expirant le 31 décembre 1991 : M. Louis A. Wiltshire.

B

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 4/, a nommé membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1991 :

M. Leonid E. Bidny,
M. Even Fontaine-Ortis,
M. John Fox,
M. Richard Kinchen,
M. M'hand Ladjousi.

En conséquence, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires se compose des membres suivants : M. Lawrence O. C. Agubusu (Nigéria)*, M. Ahmad Pathi Al-Masri (République arabe syrienne)*, M. Leonid E. Bidny (Union des Républiques socialistes soviétiques)***, M. Carlos Casap (Bolivie)***, M. Even Fontaine-Ortis (Cuba)***, M. John Fox (Etats-Unis d'Amérique)***, M. Yogesh Kumar Gupta (Inde)***, M. Tadanori Inomata (Japon)***, M. Ulrich Kalbitzer (Allemagne)***, M. Richard Kinchen (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)***, M. M'hand Ladjousi (Algérie)***, M. C. S. M. Mselle (République-Unie de Tanzanie)*, M. Irmeli Mustonen (Finlande)***, M. József Tardos (Hongrie)*, M. Louis A. Wiltshire (Trinité-et-Tobago)* et M. Yang Hushan (Chine)**.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

3/ A/45/577 par.4.

4/ A/45/577/Add.1 par. 4.

**45/306. Election de cinq membres non permanents
du Conseil de sécurité**

A sa 36e séance plénière, le 1er novembre 1990, l'Assemblée générale, conformément à l'Article 23 de la Charte des Nations Unies et à l'article 142 de son règlement intérieur, a élu l'Autriche, la Belgique, l'Equateur, l'Inde et le Zimbabwe membres non permanents du Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans à compter du 1er janvier 1991 en vue de remplacer les Etats ci-après, membres sortants : Canada, Colombie, Ethiopie, Finlande et Malaisie.

En conséquence, le Conseil de sécurité se compose des Etats Membres suivants : Autriche**, Belgique**, Chine, Côte d'Ivoire*, Cuba*, Equateur**, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde**, Roumanie*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen*, Zaïre* et Zimbabwe**.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

**45/307. Election de cinq membres de la Cour
internationale de Justice**

L'Assemblée générale, à ses 38e et 39e séances plénières, le 15 novembre 1990, et le Conseil de sécurité, à ses 2955e et 2956e séances, à la même date, ont procédé, indépendamment l'un de l'autre, à l'élection, conformément aux articles 2 à 4 et 7 à 12 du Statut de la Cour internationale de Justice, aux articles 150 et 151 du règlement intérieur de l'Assemblée et aux articles 40 et 61 du règlement intérieur provisoire du Conseil, de cinq membres de la Cour, pour un mandat de neuf ans commençant le 6 février 1991, afin de pourvoir les postes devenus vacants à la suite de l'expiration du mandat de M. J. M. Ruda (Argentine), M. K. Mbaye (Sénégal), sir Robert Jennings (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), M. G. Guillaume (France), M. R. S. Pathak (Inde) 5/.

Ont été élus :

M. Andres Aguilar Mawdsley (Venezuela),
Sir Robert Jennings (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord),
M. G. Guillaume (France),
M. Christopher Gregory Weeramantry (Sri Lanka),
M. Raymond Ranjeva (Madagascar).

5/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, annexes, point 15 de l'ordre du jour, documents A/45/543-S/21823; A/45/544/Rev.1-S/21824/Rev.1; et A/45/545-S/21825.

En conséquence, la Cour internationale de Justice se compose des membres suivants : M. Manfred Lachs (Pologne)*; M. Taslim Olawale Elias (Nigéria)*, M. Shigeru Oda (Japon)*, M. Robert Ago (Italie)**, M. Stephen M. Schwebel (Etats-Unis d'Amérique)**, sir Robert Y. Jennings (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)***, M. Mohammed Bedjaoui (Algérie)**, M. Ni Zhengyu (Chine)*, M. Jens Evensen (Norvège)*, M. Nikolai K. Tarassov (Union des Républiques socialistes soviétiques)**, M. Gilbert Guillaume (France)***, M. Mohamed Shahabuddin (Guyana)**, M. Andres Aguilar Mawdsley (Venezuela)***, M. Raymond Ranjeva (Madagascar)*** et M. Christopher Gregory Weeramantry (Sri Lanka)***.

* Mandat expirant le 5 février 1994.

** Mandat expirant le 5 février 1997.

*** Mandat expirant le 5 février 2000.

45/308. Election de membres du Conseil économique et social

A

A ses 41e et 46e séances plénières, les 16 et 21 novembre 1990, l'Assemblée générale, conformément à l'Article 61 de la Charte des Nations Unies et à l'article 145 de son règlement intérieur, a élu les Etats ci-après : Allemagne, Argentine, Autriche, Botswana, Chili, Espagne, France, Guinée, Japon, Malaisie, Maroc, Pérou, République arabe syrienne, Somalie, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie et Yougoslavie membres du Conseil économique et social pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1991 afin de remplacer les Etats ci-après, membres sortants : Allemagne, Arabie saoudite, Colombie, Cuba, France, Ghana, Grèce, Guinée, Inde, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Lesotho, Libéria, Portugal, Trinité-et-Tobago, Venezuela et Yougoslavie.

B

A sa 41e séance plénière, le 16 novembre 1990, l'Assemblée générale, conformément à l'article 140 de son règlement intérieur, a élu au scrutin secret la Roumanie au Conseil économique et social pour un mandat commençant le 16 novembre 1990 et expirant le 31 décembre 1992, pour pourvoir le siège devenu vacant à la suite du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Conseil économique et social se compose des 54 Etats Membres suivants : Algérie**, Allemagne***, Argentine***, Autriche***, Bahamas*, Bahreïn**, Botswana***, Brésil*, Bulgarie**, Burkina Faso**, Cameroun*, Canada**, Chili***, Chine**, Equateur**, Espagne***, Etats-Unis d'Amérique*, Finlande**, France***, Guinée***, Indonésie*, Iran (République islamique d')**, Iraq*, Italie*, Jamaïque**, Japon***, Jordanie*, Kenya*, Malaisie***, Maroc***, Mexique**, Nicaragua*, Niger*, Nouvelle-Zélande*, Pakistan**, Pays-Bas*, Pérou***, Roumanie**, République arabe syrienne***, République socialiste soviétique d'Ukraine*,

Roumanie**, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**, Rwanda**, Somalie***, Suède**, Tchécoslovaquie*, Thaïlande*, Trinité-et-Tobago***, Togo***, Tunisie*, Turquie***, Yougoslavie***, Zaïre** et Zambie*.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

45/309. Election de membres du Conseil mondial de l'alimentation

A

A sa 47e séance plénière, le 27 novembre 1990, l'Assemblée générale, sur la base des candidatures proposées par le Conseil économique et social 6/, a élu, conformément au paragraphe 8 de sa résolution 3348 (XXIX) du 17 décembre 1974, le Bangladesh, la Bulgarie, le Canada, la Chine, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, la Gambie, le Kenya, le Lesotho, le Mexique, le Népal et la Turquie membres du Conseil mondial de l'alimentation pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1991, en vue de remplacer les Etats ci-après, membres sortants : Bulgarie, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, Etats-Unis d'Amérique, Indonésie, Madagascar, Mexique, Thaïlande, Turquie, Uruguay et Zambie.

B

A la même séance, l'Assemblée générale, sur la base des candidatures proposées par le Conseil économique et social 7/, a élu la Yougoslavie au Conseil mondial de l'alimentation pour un mandat commençant le 27 novembre 1990 et expirant le 31 décembre 1991 pour pourvoir le siège devenu vacant du fait du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Conseil mondial de l'alimentation se compose des 36 Etats suivants : Allemagne*, Argentine**, Australie*, Bangladesh***, Bulgarie***, Burundi**, Canada***, Cap-Vert*, Chine***, Chypre*, Colombie***, Danemark**, Equateur*, Egypte**, Etats-Unis d'Amérique***, France**, Gambie***, Guatemala*, Hongrie**, Iran (République islamique d')**, Italie**, Japon**, Kenya***, Lesotho***, Mexique***, Népal***, Niger*, Paraguay*, Pérou**, République arabe

6/ Décision 1990/212 du Conseil économique et social en date du 23 mai 1990. Voir également A/45/296, par. 2.

7/ Décision 1990/291 du Conseil économique et social en date du 9 novembre 1990. Voir également A/45/296/Add.1.

syrienne*, Rwanda**, Turquie***, Union des Républiques socialistes soviétiques*, Yémen**, Yougoslavie* et Zimbabwe*.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

45/310. Election de 20 membres du Comité du programme et de la coordination

A sa 47e séance plénière, le 27 novembre 1990, l'Assemblée générale, tenant compte des candidatures proposées par le Conseil économique et social 8/, a élu, conformément à l'annexe de la résolution 2008 (LX) du Conseil en date du 14 mai 1976 et au paragraphe 1 de la résolution 1987/94 du Conseil en date du 4 décembre 1987, l'Allemagne, le Brésil, la Bulgarie, le Burundi, le Chili, la Colombie, le Congo, l'Inde, l'Indonésie, l'Iraq, l'Italie, le Nigéria, la Norvège, l'Ouganda, le Pakistan, les Pays-Bas, la Pologne, la République socialiste soviétique d'Ukraine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Trinité-et-Tobago pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1991, en remplacement des Etats ci-après, membres sortants : Allemagne, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Canada, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Kenya, Inde, Mexique, Ouganda, Pakistan, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Suède, Trinité-et-Tobago et Yougoslavie.

En conséquence, le Comité du programme et de la coordination se compose des 34 Etats suivants : Algérie**, Allemagne***, Argentine**, Bahamas*, Bénin*, Brésil***, Bulgarie***, Burundi***, Cameroun**, Chili***, Chine**, Colombie***, Congo***, Etats-Unis d'Amérique*, France*, Inde***, Indonésie***, Iraq***, Italie***, Japon**, Maroc**, Nigéria***, Norvège***, Ouganda***, Pakistan***, Pays-Bas***, Pologne***, République socialiste soviétique d'Ukraine***, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord***, Sri Lanka**, Trinité-et-Tobago***, Union des Républiques socialistes soviétiques*, Venezuela* et Zambie*.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

8/ Décision 1990/212 du Conseil économique et social en date du 23 mai 1990 et 1990/291 du 9 novembre 1990. Voir également A/45/297 et Add.1.

45/311. Nomination d'un membre du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation

A sa 48e séance plénière, le 28 novembre 1990, l'Assemblée générale, conformément à sa résolution 3349 (XXIX) du 17 décembre 1974, a pris note de la nomination par son président, après consultation avec les présidents des groupes régionaux, de la Hongrie comme membre du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, à compter du 28 novembre 1990, afin de pourvoir le siège devenu vacant à la suite du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation se compose des 49 Etats suivants : Algérie, Allemagne, Angola, Argentine, Barbade, Belgique, Brésil, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Equateur, Egypte, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Italie, Japon, Kenya, Libéria, Mexique, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie et Zambie.

45/312. Confirmation de la nomination d'un membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

A sa 55e séance plénière, le 4 décembre 1990, l'Assemblée générale a confirmé la nomination par son président de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en tant que membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en vue de pourvoir le siège devenu vacant du fait du retrait de l'Australie en 1985 2/.

En conséquence, le Comité spécial se compose des 25 Etats Membres suivants : Afghanistan, Bulgarie, Chili, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Ethiopie, Fidji, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Mali, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

45/313. Nomination d'un membre du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

A sa 59e séance plénière, le 6 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte de la nomination par son président de la République socialiste soviétique de Biélorussie comme membre du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du

peuple palestinien, avec effet immédiat, pour pourvoir le siège devenu vacant à la suite du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien est composé des 23 Etats suivants : Afghanistan, Chypre, Cuba, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Nigéria, Pakistan, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Tunisie, Turquie et Yougoslavie.

45/314. Nomination des membres du Comité des conférences

A

A sa 63e séance plénière, le 10 décembre 1990, l'Assemblée générale, conformément au paragraphe 2 de sa résolution 43/222 B du 21 décembre 1988, a pris acte de la nomination par son président, après consultation avec les présidents des groupes régionaux, du Chili, de Chypre, de la France, du Gabon, du Japon, du Kenya et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques comme membres du Comité des conférences pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1991.

B

A la même séance, l'Assemblée générale a pris acte de la nomination par son président de la Hongrie comme membre du Comité des conférences pour un mandat commençant le 10 décembre 1990 et expirant le 31 décembre 1991, pour pourvoir le siège devenu vacant du fait du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Comité des conférences est composé des 21 Etats Membres suivants : Autriche**, Chili***, Chypre***, Etats-Unis d'Amérique**, France***, Gabon***, Ghana*, Honduras*, Hongrie*, Indonésie*, Iraq**, Jamaïque*, Japon***, Kenya***, Libéria**, Mexique**, Mozambique*, Ouganda**, Pakistan**, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord* et Union des Républiques socialistes soviétiques***.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

45/315. Nomination d'un membre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace

A sa 65e séance plénière, le 11 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur recommandation de la Commission politique spéciale 10/, a nommé la République socialiste soviétique d'Ukraine comme membre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace, avec effet immédiat, pour pourvoir le siège devenu vacant du fait du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace se compose des 53 Etats suivants : Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Italie, Japon, Kenya, Liban, Maroc, Mexique, Mongolie, Niger, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Soudan, Suède, Tchad, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam et Yougoslavie.

45/316. Nomination des membres du Comité de l'information 11/

A

A sa 65e séance plénière, le 11 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité de l'information 12/, a nommé l'Iran (République islamique d'), la Jamaïque, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay membres du Comité de l'information.

B

A la même séance, l'Assemblée générale a pris note de la nomination par son président de la République socialiste soviétique de Biélorussie comme membre du Comité de l'information, avec effet immédiat, pour pourvoir le siège devenu vacant par suite du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Comité de l'information se compose des 78 Etats Membres suivants : Allemagne, Algérie, Argentine, Bangladesh, Belgique, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba,

10/ Voir A/45/821, par. 12.

11/ Voir aussi résolutions 45/76 A et B dans la partie III et décision 45/422 dans la partie IX.B du présent document.

12/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 21 (A/45/21), par. 76.

Chypre, Danemark, Egypte, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Pays, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Roumanie, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre et Zimbabwe.

45/317. Election d'un membre du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement

A sa 66e séance plénière, le 12 décembre 1990, l'Assemblée générale a élu la République socialiste soviétique d'Ukraine comme membre du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec effet immédiat pour la période qui reste à courir avant la fin du mandat de l'ancienne République démocratique allemande, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1993, pour pourvoir le siège devenu vacant du fait du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement se compose des 58 Etats Membres suivants : Allemagne**, Arabie saoudite*, Argentine**, Autriche**, Bangladesh*, Barbade**, Botswana*, Brésil**, Bulgarie*, Burundi**, Canada*, Chili*, Chine**, Colombie*, Costa Rica*, Côte d'Ivoire*, Espagne**, Etats-Unis d'Amérique**, Finlande*, France**, Gabon**, Gambie**, Guyana*, Inde*, Indonésie**, Jamahiriya arabe libyenne*, Japon**, Jordanie*, Kenya*, Koweït**, Lesotho**, Malte*, Maurice**, Mexique**, Norvège**, Nouvelle-Zélande**, Oman*, Ouganda*, Pakistan*, Pays-Bas*, Pérou**, Philippines**, Pologne*, République socialiste soviétique d'Ukraine**, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Rwanda*, Sri Lanka*, Soudan*, Tchécoslovaquie*, Thaïlande**, Togo*, Tunisie**, Turquie*, Union des Républiques socialistes soviétiques**, Venezuela**, Yougoslavie**, Zaïre** et Zambie**.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

45/318. Nomination d'un membre du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

A sa 66e séance plénière, le 12 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte de la nomination par son président de la Bulgarie en tant que membre du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme pour un mandat commençant le 12 décembre 1990 et expirant le 31 décembre 1991, en vue de pourvoir le siège devenu vacant du fait du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

**45/319. Election du Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés**

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la proposition du Secrétaire général 13/, a élu Mme Sadako Ogata Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1991.

45/320. Nomination de membres du Comité des contributions

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 14/, a nommé membres du Comité des contributions pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1991 :

M. Syed Amjad Ali,
M. Henrik Amneus,
M. Yuri A. Chulkov,
M. Jorge Duhalt,
M. Ugo Sessi,
M. Wang Liansheng.

En conséquence, le Comité des contributions se compose, au 1er janvier 1991, des membres suivants : M. Kenshiro Akimoto (Japon)*, M. Amjad Ali (Pakistan)***, M. Henrik Amneus (Suède)***, M. Bagbeni Adelto Nsengeya (Zaïre)***, M. Sergio Chapparo Ruiz (Chili)***, M. Yuri A. Chulkov (Union des Républiques socialistes soviétiques)***, M. Jorge Duhalt (Mexique)***, M. John Fox (Etats-Unis d'Amérique)*, M. Ion Gorita (Roumanie)*, M. Peter Gregg (Australie)***, M. Elias M. C. Kasembe (Zambie)*, M. V. G. Menon (Singapour)*, M. Atilio Norberto Molteni (Argentine)***, M. Mohamed Mahmoud Ould El Ghaouth (Mauritanie)***, M. Dimitri Rallis (Grèce)***, M. Ugo Sessi (Italie)***, M. Wang Liansheng (Chine)*** et M. Assen Iliev Zlatanov (Bulgarie)*.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

45/321. Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 15/, a renouvelé le mandat du

13/ A/45/890, par. 3.

14/ A/45/861, par. 6.

15/ A/45/862, par. 5.

Vérificateur général des comptes du Ghana comme membre du Comité des commissaires aux comptes pour une période de trois ans commençant le 1er juillet 1991.

En conséquence, le Comité des commissaires aux comptes se composera des membres suivants : le Président de la Cour fédérale des comptes de l'Allemagne*, le Vérificateur général des comptes du Ghana*** et le Président de la Commission de vérification des comptes des Philippines**.

* Mandat expirant le 30 juin 1992.

** Mandat expirant le 30 juin 1993.

*** Mandat expirant le 30 juin 1994.

45/322. Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 16/, a confirmé le renouvellement par le Secrétaire général 17/ du mandat des personnes suivantes en tant que membres du Comité des placements pour une période de trois ans commençant le 1er janvier 1991 :

M. Jean Guyot,
M. George Johnston,
M. Michiya Matsukawa.

En conséquence, le Comité des placements se compose de membres suivants : M. Aloysio de Andrade Faria (Brésil)*, M. Jean Guyot (France)*, M. George Johnston (Etats-Unis d'Amérique)***, M. Michiya Matsukawa (Japon)***, M. Braj Kumar Nehru (Inde)*, M. Yves Oltramaro (Suisse)**, M. Emmanuel Norkko (Ghana)***, M. Stanislaw Raczkowski (Pologne)* et M. Juerger Reimnitz (Allemagne)**.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

16/ A/45/863, par. 3.

17/ Voir A/C.5/45/14.

**45/323. Nomination de membres du Tribunal administratif
des Nations Unies**

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 18/, a nommé membres du Tribunal administratif des Nations Unies pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier 1991 :

M. Luis M. de Posadas Montero,
M. Ioan Voicu.

En conséquence, le Tribunal administratif des Nations Unies se compose des membres suivants : M. Jerome Ackerman (Etats-Unis d'Amérique)**, M. Luis de Posadas Montero (Uruguay)***, M. Arnold Wilfred Geoffrey Kean (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**, M. Ahmed Osman (Egypte)*, M. Roger Pinto (France)*, M. Samarendranath Sen (Inde)* et M. Ioan Voicu (Roumanie)***.

* Mandat expirant le 31 décembre 1991.

** Mandat expirant le 31 décembre 1992.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

**45/324. Nomination de membres de la Commission de la fonction
publique internationale et désignation du président
et du vice-président de la Commission**

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 19/ a :

a) Nommé membres de la Commission de la fonction publique internationale :

i) Pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 1991 :

M. Mohsen Belhaj Amor,
M. Turkia Daddah,
M. André Xavier Pirson,
M. Jaroslav Riha,
M. Carlos S. Vegega;

ii) Pour un mandat de deux ans à compter du 1er janvier 1991 :

M. Anatoloy M. Dryukov;

18/ A/45/868, par. 4.

19/ A/45/865, par. 6.

b) Désigné M. Belhaj Amor Président de la Commission pour un mandat de quatre ans commençant le 1er janvier 1991;

c) Désigné M. Vegega Vice-Président de la Commission pour un mandat de quatre ans commençant le 1er janvier 1991.

En conséquence, la Commission de la fonction publique internationale se compose des membre suivants : M. Mohsen Belhaj Amor (Tunisie)***, Président; M. Carlos S. Vegega (Argentine)***, Vice-Président; M. Anjad Ali (Pakistan)*, M. Michel Jean Bardoux (France)**. Mme Claudia Cooley (Etats-Unis d'Amérique)**, M. Turkia Daddah (Mauritanie)***, M. Anatoly M. Dryukov (Union des Républiques socialistes soviétiques)*, Mme Francesca Yetunde Emanuel (Nigéria)*, M. Antônio Fonseca Pimentel (Brésil)**, M. André Xavier Pirson (Belgique)***, M. Jaroslav Riha (Tchécoslovaquie)***, M. Omar Sirry (Egypte)*, M. Alexis Stephanou (Grèce)**, M. Ku Tashiro (Japan)** et M. M. A. Vellodi (Inde)*.

* Mandat expirant le 31 décembre 1992.

** Mandat expirant le 31 décembre 1993.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1994.

45/325. Nomination d'un membre suppléant du Comité de la Caisse des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur recommandation de la Cinquième Commission 20/ a nommé M. Jorge Duhalt (Mexique) comme membre suppléant du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour un mandat commençant le 1er janvier 1991.

45/326. Nomination d'un membre du Comité spécial des opérations de maintien de la paix

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1991, l'Assemblée générale a pris acte de la nomination par son président de l'Allemagne en tant que membre du Comité spécial des opérations de maintien de la paix avec effet immédiat, pour pourvoir la vacance résultant du rattachement de l'ancienne République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

En conséquence, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix est composé des 34 Etats Membres suivants : Afghanistan, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Canada, Chine, Danemark, Egypte, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Guatemala, Hongrie, Inde, Iraq, Italie, Japon, Mauritanie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Thaïlande, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

B. AUTRES DECISIONS**1. Décisions adoptées sans renvoi à une grande commission****45/401. Organisation de la quarante-cinquième session**

A sa 3e séance plénière, le 21 septembre 1990, l'Assemblée générale, donnant suite aux recommandations formulées par le Bureau dans son premier rapport 21/, a adopté une série de dispositions relatives à l'organisation de la quarante-cinquième session.

45/402. Adoption de l'ordre du jour et répartition des questions à examiner

A ses 3e et 13e séances plénières, les 21 et 28 septembre 1990, l'Assemblée générale, donnant suite aux recommandations formulées par le Bureau dans ses premier 22/ et deuxième 23/ rapports, a adopté l'ordre du jour 24/ de la quarante-cinquième session et décidé de la répartition des questions à examiner 25/.

A sa 3e séance plénière, le 21 septembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau 26/, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session les questions intitulées :

Arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 27 juin 1986 dans l'affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci : nécessité d'une application immédiate

Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India

Question du Timor oriental

Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats

A sa 30e séance plénière, le 15 octobre 1990, l'Assemblée générale, conformément à l'article 81 du règlement intérieur, a décidé que le débat sur le point 79 c) de l'ordre du jour intitulé "Bilan de l'application du nouveau

21/ A/45/250 et Corr.1.

22/ Ibid., par. 3 à 24.

23/ A/45/250/Add.1.

24/ A/25/251 et Add.1 à 4.

25/ A/45/252 et Add.1 à 4.

26/ A/45/250, par. 28 à 31.

Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés" se tiendrait directement en séance plénière, étant entendu qu'une décision appropriée sur cette question serait prise par la Deuxième Commission.

A la même séance, l'Assemblée générale, sur la proposition du Secrétaire général 27/, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement".

A sa 65e séance plénière, le 11 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la proposition du Secrétaire général 28/, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-cinquième session, au point 16 : "Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires", un nouvel alinéa intitulé "Election d'un membre du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement" afin de pourvoir le siège devenu vacant par suite du rattachement de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

A la même séance, l'Assemblée générale, sur la proposition du Secrétaire général 29/, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-cinquième session, au point 17 : "Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires", un nouvel alinéa intitulé "Nomination d'un membre du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme" afin de pourvoir le siège devenu vacant par suite du rattachement de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne.

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la proposition du Secrétaire général 30/, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-cinquième session un nouvel alinéa intitulé "Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés" au titre du point 16 et de modifier l'intitulé du point comme suit : "Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections".

45/403. Réunions d'organes subsidiaires pendant la quarante-cinquième session

A

A sa 2e séance plénière, le 18 septembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité des conférences 31/, a décidé que seraient autorisés à se réunir pendant la quarante-cinquième session les organes subsidiaires suivants :

27/ A/45/235.

28/ A/45/237.

29/ A/45/238.

30/ A/45/239.

31/ A/45/475.

/...

- a) Comité spécial plénier chargé d'élaborer la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- b) Comité du programme et de la coordination.

B

A sa 3e séance plénière, le 21 septembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité des conférences 32/ et du Bureau 33/, a décidé que seraient autorisés à se réunir pendant la quarante-cinquième session les organes subsidiaires suivants :

- a) Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe;
- b) Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud;
- c) Comité des relations avec le pays hôte;
- d) Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
- e) Comité spécial contre l'apartheid;
- f) Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

C

A sa 36e séance, le 1er novembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité des conférences 34/, a décidé que serait autorisé à se réunir pendant la quarante-cinquième session l'organe subsidiaire suivant :

Commission de la fonction publique internationale.

D

A sa 37e séance plénière, le 7 novembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité des conférences 35/, a décidé que serait autorisé à se réunir pendant la quarante-cinquième session l'organe subsidiaire suivant :

32/ A/45/475/Add.1.

33/ A/45/250, par. 24.

34/ A/45/475/Add.2.

35/ A/45/475/Add.3.

Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud.

45/404. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

A sa 31e séance plénière, le 16 octobre 1990, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation 36/.

45/405. Rapport de la Cour internationale de Justice

A sa 35e séance plénière, le 25 octobre 1990, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Cour internationale de Justice 37/.

45/410. Décennie internationale de l'élimination du colonialisme

A sa 43e séance plénière, le 20 novembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte du rapport intérimaire du Secrétaire général sur la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme 38/ et recommandé au Secrétaire général de demander aux Etats et aux organismes des Nations Unies qui ne l'avaient pas encore fait de répondre le 1er avril 1991 au plus tard à sa lettre du 31 janvier 1989 et à ses communications postérieures et de les inviter une fois de plus à présenter des suggestions qui puissent être prises en considération dans le rapport final qu'il lui présenterait à sa quarante-cinquième session pour lui permettre d'examiner et d'adopter un plan d'action visant à libérer le monde du colonialisme pour le début du XXIe siècle.

45/411. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies

A sa 47e séance plénière, le 27 novembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte de la note du Secrétaire général 39/.

45/420. Rapport du Conseil de sécurité

A sa 63e séance plénière, le 10 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Conseil de sécurité 40/.

36/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 1 (A/45/1).

37/ Ibid., Supplément No 4 (A/45/4).

38/ A/44/800; et A/45/624.

39/ A/45/501.

40/ Documents officiels de l'Assemblée générale, Supplément No 2 (A/45/2).

45/421. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres

A sa 63e séance plénière, le 10 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres".

45/424. Question des îles Falkland (Malvinas)

A sa 66e séance plénière, le 12 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte des lettres de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord 41/ et décidé d'inscrire la question intitulée "Question des îles Falkland (Malvinas)" à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session.

45/425. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est

A sa 66e séance plénière, le 12 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question intitulée "Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est" à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session.

45/429. Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste

A sa 68e séance plénière, le 14 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen de la question intitulée "Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste" et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session.

45/430. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales

A sa 68e séance plénière, le 14 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen de la question intitulée "Agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie

nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales" et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session.

45/431. Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq

A sa 68e séance plénière, le 14 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen de la question intitulée "Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq" et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session.

45/435. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement

A sa 70e séance plénière, le 19 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen de la question intitulée "Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement" et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session.

45/454. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen de la question intitulée "Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies" et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session.

45/455. Points conservés à l'ordre du jour de la quarante-cinquième session

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé de conserver les points suivants à l'ordre du jour de sa quarante-cinquième session :

- Point 3 b) : Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs;
- Point 19 : Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies;
- Point 23 : Question de Palestine;
- Point 28 : La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix;
- Point 34 : Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain;
- Point 42 : Agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales;

- Point 43 : Question de Chypre;
- Point 76 : Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects;
- Point 86 : Assistance économique et spéciale et secours en cas de catastrophe;
- Point 100 : Prévention du crime et justice pénale;
- Point 117 : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies;
- Point 132 : Financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition;
- Point 134 : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
- Point 153 : L'agresssion iraquienne et le maintien de l'occupation du Koweït en violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

2. Décisions adoptées sur les rapports de la Première Commission

45/414. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes

A sa 54e séance plénière, le 4 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Première Commission 42/.

45/415. Transferts internationaux d'armes

A sa 54e séance plénière, le 4 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Première Commission 43/, ayant rappelé sa résolution 43/75 I du 7 décembre 1988 et noté que le groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les transferts internationaux d'armes poursuivait ses travaux 44/, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Transferts internationaux d'armes".

42/ A/45/773.

43/ A/45/778, par. 53.

44/ Voir A/45/353, par. 4.

45/416. Armements et désarmement navals

A sa 54e séance plénière, le 4 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Première Commission 43/, ayant rappelé sa résolution 44/116 M du 15 décembre 1989, dans laquelle elle avait, entre autres dispositions, décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Armements et désarmement navals", a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Armements et désarmement navals"

45/417. Informations concernant les accords de maîtrise des armements et de désarmement

A sa 54e séance plénière, le 4 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Première Commission 43/ a décidé d'inviter le Secrétaire général, utilisant les ressources existantes et les contributions volontaires, à compiler, à partir des renseignements fournis volontairement par les Etats Membres concernés, et à communiquer sur demande, les informations appropriées concernant les accords multilatéraux et bilatéraux de maîtrise des armements et de désarmement, de façon à rendre aisément accessible le texte de ces accords et les mesures qu'ils prévoyaient.

45/418. Désarmement classique à l'échelon régional

A sa 54e séance plénière, le 4 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Première Commission 44/, ayant rappelé sa résolution 44/116 S du 15 décembre 1989, a décidé a) de prendre acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la question 45/; b) d'inviter les Etats Membres qui ne l'avaient pas encore fait à faire connaître leurs vues sur la question au Secrétaire général; et c) d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Désarmement classique à l'échelon régional".

45/426. Rapport du Conseil économique et social

A sa 66e séance plénière, le 12 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Première Commission 46/.

3. Décisions adoptées sur les rapports de la Commission politique spéciale

45/419. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain

A sa 55e séance plénière, le 4 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Commission politique spéciale 47/.

45/ A/45/428.

46/ A/45/793.

47/ A/45/815.

45/422. Questions relatives à l'information 48/

A sa 65e séance plénière, le 11 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité de l'information 49/, a décidé de porter de 74 à 78 le nombre des membres du Comité.

45/423. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies

A sa 65e séance plénière, le 11 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Commission politique spéciale 50/, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies".

4. Décisions adoptées sur les rapports de la Deuxième Commission

45/436. Application de la section II de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 51/, a décidé d'examiner à sa quarante-septième session le projet de résolution intitulé "Application de la section II de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies" 52/.

45/437. Inscription du Libéria sur la liste des pays les moins avancés

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 51/ :

48/ Voir aussi résolutions 45/76 A et B à la section IV et la décision 45/316 à la section IX.B.

49/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 21 (A/45/21), par. 76.

50/ A/45/725, par. 5.

51/ A/45/848, par. 68.

52/ Voir A/C.2/45/L.3.

a) A pris acte de la décision 1990/261 du Conseil économique et social, en date du 19 juillet 1990, dans laquelle le Conseil avait fait siennes les conclusions et la recommandation du Comité de la planification du développement concernant l'inscription du Libéria sur la liste des pays les moins avancés 53/;

b) A inscrit le Libéria sur la liste des pays les moins avancés.

45/438. Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 51/, a pris acte des documents suivants :

a) Rapport du Conseil économique et social 54/;

b) Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs de la deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique 55/;

c) Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique 56/;

d) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population sur le prix des Nations Unies en matière de population et le Fonds d'affectation spéciale pour le prix 57/;

e) Note du Secrétaire général sur le rapport des Présidents du Comité du Programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination sur la vingt-cinquième série de réunions communes des deux organes 58/.

45/439. Programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1991-1992

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 59/ et conformément au paragraphe 5 de sa résolution 39/217 en date du 18 décembre 1984, a adopté le programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1991-1992, qui est joint en annexe.

53/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1990, Supplément No 7 (E/1990/27), par. 162.

54/ Sera publié comme Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session (A/45/3/Rev.1).

55/ A/45/185-E/1990/48.

56/ A/45/257-E/1990/61.

57/ A/45/278 et Corr.1.

58/ A/45/835.

59/ A/41/848/Add.1, par. 4.

/...

ANNEXE

Programme de travail biennal de la Deuxième Commission
pour 1991-1992 a/

1991

Point 1. Rapport du Conseil économique et social b/

a) Rôle du secteur public

Documentation Rapport du Secrétaire général sur le rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement (résolution 3335 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1974, et résolution 1987/92 du Conseil économique et social, en date du 9 juillet 1987) c/

b) Objectif des annonces de contributions au Programme alimentaire mondial pour la période 1993-1994

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

c) Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les politiques et pratiques israéliennes concernant la terre et l'eau dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés (résolution 1990/53 du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 1990) c/

d) Assistance au peuple palestinien

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (résolution 1990/59 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1990, et résolution 45/183 de l'Assemblée générale) c/

e) Action préventive et lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur l'application de la résolution concernant l'action préventive et la lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) (résolution 45/187 de l'Assemblée générale) c/

f) Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social

Documentation Partie pertinente du rapport du Conseil économique et social (résolution 45/182 de l'Assemblée générale)

g) Code de conduite des sociétés transnationales

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le Code de conduite des sociétés transnationales (résolution 45/186 de l'Assemblée générale)

h) Inscription de la Namibie sur la liste des pays les moins avancés

Documentation Partie pertinente du rapport du Conseil économique et social (résolution 45/198 de l'Assemblée générale)

Point 2. Développement et coopération économique internationale

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution concernant les programmes de stabilisation économique dans les pays en développement (résolution 45/194 de l'Assemblée générale)

Rapport du Président du Conseil économique et social sur les conclusions de l'échange de vues officieux consacré au rapport de la Commission du Sud (résolution 45/195 de l'Assemblée générale)

Projet de résolution intitulé "Conférence internationale sur les mécanismes monétaires et financiers pour le développement (A/C.2/45/L.4) (voir décision 45/441 de l'Assemblée générale)

a) Commerce et développement

Documentation Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les travaux de sa huitième session (résolution 44/219 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989)

Rapport du Conseil du commerce et du développement (résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, en date du 30 décembre 1964) G/

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution concernant les mesures économiques utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement (résolution 44/215 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur les progrès accomplis dans l'exécution de mesures spécifiques en rapport avec les besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral (44/214 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989)

Rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux d'ordre institutionnel relatifs au renforcement des organisations internationales dans le domaine du commerce multilatéral (résolution 1990/57 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1990) g/

Rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur les résultats des négociations relatives à un projet de code international de conduite pour le transfert de technologie (résolution 45/204 de l'Assemblée générale)

b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/206 de l'Assemblée générale

c) Participation effective et intégration des femmes au développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la participation effective et l'intégration des femmes au développement (résolution 42/178 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1987) g/

d) Décennie mondiale du développement culturel

Documentation Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur les progrès de la Décennie mondiale du développement culturel pour la période 1990-1991 (résolutions 41/187 et 44/238 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 8 décembre 1986 et du 22 décembre 1989, et 45/189) g/

e) Coopération économique et technique entre pays en développement

Documentation Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement (résolution 33/134 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1978) g/

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution concernant la coopération économique et technique entre pays en développement (résolution 44/222 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, et décision 45/450)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution concernant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (résolution 44/221 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la décision relative au renforcement et à l'amélioration des opérations intergouvernementales de programmation de la coopération technique entre pays en développement (décision 44/450 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989)

f) Environnement

Documentation

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (résolutions 2997 (XXVII) et 44/224 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 15 décembre 1972 et du 22 décembre 1989) c/

Note du Secrétaire général sur les conventions et les protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement (résolution 3436 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1975)

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social sur les constatations et conclusions des commissions régionales relatives au mouvement de produits et déchets toxiques et dangereux (résolution 44/226 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, sect. I)

Rapport du Secrétaire général sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (résolution 44/226 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, sect. III) c/

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'application de la résolution concernant la suite donnée aux résolutions 42/186 et 42/187 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1987 (résolution 44/227 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989) c/

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution relative aux effets néfastes éventuels d'une hausse du niveau des mers sur les îles et les zones côtières, en particulier les zones côtières de faible élévation (résolution 44/206 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989) c/

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution concernant le pêche aux grands filets pélagiques dérivants et ses effets sur les ressources biologiques des mers et des océans (résolution 45/197 de l'Assemblée générale)

g) Désertification et sécheresse

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la situation dans les pays agressés par la désertification et la sécheresse en Afrique (décision 44/437 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1989, et résolution 1989/103 du Conseil économique et social, en date du 27 juillet 1989) c/

Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions relatives au Plan d'action pour lutter contre la désertification (résolutions 44/172 A et B de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1989) g/

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de redressement et de reconstruction à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne (résolutions 30/54 (XXVIII) et 40/209 de l'Assemblée générale, en date des 17 octobre 1973 et 17 décembre 1985 respectivement) c/

h) Etablissements humains

Documentation Rapport de la Commission des établissements humains, y compris le rapport de la Commission sur l'application de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 (résolutions de l'Assemblée générale 32/162, en date du 19 décembre 1977, 43/180 et 43/181, en date du 20 décembre 1988, et résolution 1978/1 du Conseil, en date du 12 janvier 1978) c/

Rapport du Secrétaire général sur les conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés (résolution 44/174 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1989) c/

i) Science et technique au service du développement

Documentation Rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement (résolutions 34/218 et 39/217 de l'Assemblée générale, en date des 19 décembre 1979 et 18 décembre 1984 respectivement) c/

j) Esprit d'entreprise

Documentation Section pertinente du rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale sur les activités opérationnelles des organismes des Nations Unies (résolution 45/188 de l'Assemblée générale)

Point 3. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

Documentation Rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (résolution 44/228 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989)

Point 4. Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures

Documentation Rapport du Secrétaire général sur le progrès des négociations en vue de l'élaboration d'une convention-cadre efficace sur les changements climatiques (résolution 45/212 de l'Assemblée générale)

Point 5. Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement (résolutions 44/211 et 44/212 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989)

Point 6. Crise de la dette extérieure et développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/214 de l'Assemblée générale

Point 7. Activités opérationnelles de développement

a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

Documentation Rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale sur les activités de développement du système des Nations Unies

(résolutions de l'Assemblée générale 41/171, 44/171 du 19 décembre 1989 et 44/211 du 22 décembre 1989 et 45/188) c/

Projet de résolution intitulé "Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies" (A/C.2/45/L.75) (voir décision 45/448 de l'Assemblée générale)

b) Programme des Nations Unies pour le développement

Documentation Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement c/

c) Fonds d'équipement des Nations Unies

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

d) Activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies

Chapitre pertinent du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

e) Programme des Volontaires des Nations Unies

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

f) Programme alimentaire mondial

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la participation de l'ONU à l'examen des arrangements relatifs à l'administration du Programme alimentaire mondial (résolution 45/218 de l'Assemblée générale) c/

Point 8. Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les activités de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (résolutions 44/236 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, et 45/185) c/

Point 9. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe

a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (résolutions 2816 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1971, et 45/221) c/

b) Programmes spéciaux d'assistance économique

Documentation Rapports de pays établis par le Secrétaire général

Rapports du Secrétaire général comportant un résumé des rapports de pays (il ne sera pas présenté de rapports de pays distincts cette année)

Point 10. Assistance internationale pour la réhabilitation économique de l'Angola

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/233 de l'Assemblée générale

Point 11. Formation et recherche

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/219 de l'Assemblée générale, pour ce qui est en particulier du rapport du consultant indépendant

Point 12. Coopération internationale pour s'attaquer aux conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl et pour les atténuer

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/190 de l'Assemblée générale c/

Point 13. Mise en valeur des ressources humaines

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/191 de l'Assemblée générale

Point 14. Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les mesures prises par les gouvernements des pays développés et en développement et par les organismes des Nations Unies

pour respecter les engagements et appliquer les politiques convenues dans la Déclaration (résolution 45/234 de l'Assemblée générale)

Point 15. Coopération en matière de développement industriel et diversification et modernisation des activités productives dans les pays en développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les possibilités qui s'offrent à l'ONU pour développer les activités concernant la formation de scientifiques, d'ingénieurs et de chefs d'entreprise dans les pays en développement (résolution 45/196 de l'Assemblée générale, par. 9)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Comité administratif de coordination sur les moyens d'encourager les activités des organismes des Nations Unies en ce qui concerne la coopération en matière de développement industriel, ainsi que la diversification et la modernisation des activités productives dans les pays en développement (résolution 45/196 de l'Assemblée générale, par. 10)

Note du Secrétaire général transmettant les recommandations de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel sur le renforcement de la coopération en matière de développement industriel, ainsi que la diversification et la modernisation des activités productives dans les pays en développement (résolution 45/196 de l'Assemblée générale, par. 13) g/

Point 16. Secours d'urgence pour la réhabilitation économique et sociale du Libéria

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/232 de l'Assemblée générale

* * *

1992 d/

Point 1. Rapport du Conseil économique et social e/

a) Protection contre les produits nocifs pour la santé et l'environnement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la protection contre les produits nocifs pour la santé et l'environnement (résolution 39/229 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1984) g/

b) Prix des Nations Unies en matière de population

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le Prix des Nations Unies en matière de population et le Fonds d'affectation spéciale (décision 1982/112 du Conseil, en date du 26 avril 1982)

c) Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

Documentation Projet de résolution intitulé "Application de la section II de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies" (décision 45/436 de l'Assemblée générale)

Point 2. Développement et coopération économique internationale

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/193 de l'Assemblée générale concernant l'appui de la communauté internationale à l'infrastructure économique et sociale du Yémen g/

Rapport du Secrétaire général sur le transfert de ressources entre pays en développement et pays développés (résolution 45/195 de l'Assemblée générale)

a) Application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 45/199 de l'Assemblée générale) g/

b) Commerce et développement

Documentation Rapport du Conseil du commerce et du développement (résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, en date du 30 décembre 1964) c/

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur les tendances et perspectives mondiales en ce qui concerne les produits de base (résolution 45/200 de l'Assemblée générale)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/202 sur les mesures spécifiques en faveur des pays en développement insulaires

c) Alimentation et développement agricole

Documentation Rapport du Conseil alimentaire mondial c/

d) Sources d'énergie nouvelles et renouvelables

Documentation Rapport du Comité pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables (résolution 37/250 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1982) c/

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/206

e) Mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur un programme global d'action en vue d'accélérer la prospection et la mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement (résolution 45/209 de l'Assemblée générale) c/

f) Application des résolutions 42/186 et 42/187 de l'Assemblée générale

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la façon dont les gouvernements et les organismes des Nations Unies ont donné suite aux résolutions 42/186 et 42/187 de l'Assemblée générale (résolution 44/227 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989)

g) Coopération halieutique en Afrique

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la coopération halieutique en Afrique (résolution 45/184) c/

Point 3. Activités opérationnelles du système des Nations Unies

Documentation Rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale sur l'examen triennal d'ensemble des orientations des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolutions de l'Assemblée générale 35/81, en date du 5 décembre 1980, 41/171 du 5 décembre 1986, 42/196 du 11 décembre 1987 et 44/211 du 23 février 1990) g/

b) Programme des Nations Unies pour le développement

Documentation Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement g/

c) Fonds des Nations Unies pour la population

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

d) Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 45/217 de l'Assemblée générale g/

e) Programme alimentaire mondial

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Point 4. Formation et recherche

Université des Nations Unies

Documentation Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies g/

Point 5. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe

a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (résolution 2816 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1971, et résolution 1990/63 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1990)

b) Programmes spéciaux d'assistance économique

Documentation Rapports du Secrétaire général concernant divers pays et régions

Rapport du Secrétaire général comportant un résumé des rapports de pays (il ne sera pas présenté de rapports de pays ou de région distincts cette année)

Point 6. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

Documentation Rapport de la Conférence

Notes

a/ La Deuxième Commission, conformément à la pratique établie et en application de la décision 38/429 de l'Assemblée générale, procédera à une discussion générale chaque année au début de ses travaux.

b/ La liste des questions et de la documentation pour ce point est donnée à titre indicatif et a été établie sur la base des demandes de rapports formulées par l'Assemblée générale. La liste sera mise au point de façon définitive lorsque le Conseil économique et social aura achevé ses travaux en 1991.

c/ Rapport présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

d/ Le programme de travail et la liste des documents pour 1992 seront mis à jour en 1991, compte tenu des décisions pertinentes prises par l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session.

e/ La liste des questions et de la documentation pour ce point est donnée à titre indicatif et a été établie sur la base des demandes de rapports formulées par l'Assemblée générale. La liste sera mise au point lorsque le Conseil aura achevé ses travaux en 1992.

45/440. Développement et coopération économique internationale

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte de la première partie du rapport de la Deuxième Commission 60/.

45/441. Conférence internationale sur les mécanismes monétaires et financiers pour le développement

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 61/, a décidé de reporter à sa quarante-sixième session l'examen du projet de résolution intitulé "Conférence internationale sur les mécanismes monétaires et financiers pour le développement" 62/.

45/442. Rapport du Comité spécial plénier chargé d'élaborer la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 63/, a pris note du rapport du Comité spécial plénier chargé d'élaborer la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement 64/.

45/443. Rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur le Code international de conduite pour le transfert de technologie

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 65/, a décidé de prendre note du rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur le Code international de conduite pour le transfert de technologie 66/.

60/ A/45/849.

61/ A/45/849/Add.1, par. 43.

62/ Voir A/C.2/45/L.4.

63/ A/45/849/Add.2, par. 7.

64/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 41 (A/45/41).

65/ A/45/849/Add.3, par. 28.

66/ A/45/588.

45/444. Renforcement de la coopération technique entre pays en développement dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 67/, ayant rappelé sa résolution 43/190 du 20 décembre 1990 relative au renforcement de la coopération technique entre pays en développement dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, ayant reconnu, notamment, qu'il incombait au premier chef aux pays en développement de promouvoir la coopération technique entre eux-mêmes dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture et que les pays développés ainsi que les organismes des Nations Unies devraient faciliter et appuyer ces activités, ayant pris acte de la note du Secrétaire général sur la coopération économique et technique entre pays en développement 68/, du rapport du Conseil mondial de l'alimentation sur les travaux de sa seizième session 69/ et d'autres documents pertinents, et ayant souligné l'importance de cette question, a décidé :

a) De réitérer la demande qu'elle avait adressée aux pays développés ainsi qu'aux organismes des Nations Unies, notamment au Programme des Nations Unies pour le développement, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, au Fonds international de développement agricole et aux autres institutions internationales de développement et de financement, pour qu'ils aident les pays en développement à renforcer leur coopération technique mutuelle dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture;

b) De prier le Secrétaire général d'inclure des renseignements sur l'application de la présente décision dans le rapport qu'il lui présenterait à sa quarante-sixième session comme suite à sa résolution 44/222 du 22 décembre 1989.

45/445. Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution 44/207 relative à la protection du climat mondial pour les générations présentes et futures

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 70/, a décidé de prendre acte du rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution 44/207 relative à la protection du climat mondial pour les générations présentes et futures 71/.

67/ A/45/849/Add.5, par. 13.

68/ A/C.2/44/L.15.

69/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 19 (A/45/19).

70/ A/45/851, par. 14.

71/ A/45/696 et Add.1.

45/446. Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 72/, a décidé de prendre acte du rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement 73/.

45/447. Création d'une commission consultative sur la dette et le développement

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 74/, a décidé de renvoyer à sa quarante-sixième session l'examen du projet de décision intitulé "Création d'une commission consultative sur la dette et le développement" 75/.

45/448. Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur recommandation de la Deuxième Commission 76/, a décidé de transmettre à sa quarante-sixième session, pour examen, le projet de résolution intitulé "Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies" 77/.

45/449. Documents concernant les activités opérationnelles de développement

A sa 71e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission 78/, a décidé de prendre acte des documents ci-après :

72/ A/45/852, par. 11.

73/ A/45/398.

74/ A/45/853, par. 17.

75/ Voir A/C.2/45/L.5.

76/ A/45/854, par. 28.

77/ Voir E/1990/101, annexe.

78/ A/45/854, par. 28.

a) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale sur les activités opérationnelles de développement 79/;

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Pratiques et procédures visant à une répartition géographique plus équitable des fournisseurs de biens et de services pour les projets de coopération technique" et les observations correspondantes du Comité administratif de coordination 80/;

c) Notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Evaluation des activités de développement rural du système des Nations Unies dans trois pays africains de la catégorie des pays les moins avancés" et les observations correspondantes du Comité administratif de coordination 81/;

d) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Evaluation du projet régional RLA/79/031 : Programme relatif aux études conjointes sur l'intégration économique en Amérique latine", et les observations correspondantes du Secrétaire général 82/;

e) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme 83/.

5. Décisions adoptées sur les rapports de la Troisième Commission

45/427. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales

A sa 68e séance plénière, le 14 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission 84/, ayant rappelé sa résolution 43/124 du 8 décembre 1988, a prié le Secrétaire général de demander les vues des Etats Membres sur sa résolution 43/124, relative à l'influence de la propriété sur la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et de faire rapport sur la question à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.

79/ A/45/273-E/1990/85 et Corr.1 et Add.1 à 5.

80/ A/44/646 et A/45/648.

81/ A/45/76-E/1990/12 et Add.1.

82/ A/45/77-E/1990/10 et Add.1.

83/ A/45/347.

84/ A/45/750, par. 22.

45/428. Prévention du crime et justice pénale

A sa 68e séance plénière, le 14 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission 85/, a) a prié le Secrétaire général et le Programme des Nations Unies pour le développement de rechercher d'urgence les possibilités de financer intégralement, au moyen de contributions volontaires, l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants; et b) prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-sixième session, un rapport sur la situation de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et de tous les autres instituts autonomes des Nations Unies contenant, éventuellement, des propositions concernant un équilibre entre contributions volontaires et financement par le budget ordinaire.

45/432. Respect de la volonté du peuple du Myanmar

A sa 69e séance plénière, le 18 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission 86/, a décidé de renvoyer à sa quarante-sixième session l'examen du projet de résolution intitulé "Respect de la volonté du peuple du Myanmar" 87/.

45/433. Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones

A sa 69e séance plénière, le 18 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission 88/, ayant pris acte du rapport du Secrétaire général 89/ sur l'état du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones, a décidé : a) d'engager les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les représentants des groupes autochtones à envisager de verser des contributions au Fonds et à faire largement connaître les activités du Fonds; et b) de prier le Secrétaire général de lui rendre compte, lors de sa quarante-septième session, de l'état du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones.

45/434. Protection des minorités et non-discrimination à leur égard

A sa 69e séance plénière, le 18 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission 88/, s'étant félicitée de l'achèvement par le Groupe de travail à composition non limitée établi par la Commission des droits de l'homme de la première lecture du texte complet du projet de déclaration

85/ A/45/756, par. 52.

86/ A/45/766, par. 22.

87/ A/C.3/45/L.58.

88/ A/45/838, par. 110.

89/ A/45/698.

sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques, et de la décision du Conseil économique et social, de prier le Secrétaire général d'accorder au Groupe de travail toute l'assistance dont il aurait besoin pour poursuivre son travail de rédaction, a décidé :

a) d'encourager la Commission des droits de l'homme à mettre au point le plus tôt possible le texte définitif et à le lui transmettre par l'intermédiaire du Conseil économique et social; b) de reporter l'examen du projet de résolution intitulé "Protection des minorités et non-discrimination à leur égard" 90/ à sa quarante-sixième session et de poursuivre alors l'examen de ces questions au titre du point intitulé "Rapport du Conseil économique et social".

6. Décisions adoptées sur les rapports de la Quatrième Commission

45/406. Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

A sa 44e séance plénière, le 20 novembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Quatrième Commission 91/, a adopté le texte suivant :

"1. L'Assemblée générale, ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, relatif au point de l'ordre du jour intitulé "Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" 92/ et rappelant sa résolution 1514 (XV), en date du 14 décembre 1960, et toutes les autres résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives aux activités militaires dans les territoires non autonomes, et consciente que l'existence de bases et d'installations militaires dans les territoires intéressés pourrait constituer un obstacle à l'exercice par les peuples de ces territoires de leur droit à l'autodétermination, réitère sa ferme opinion que les bases et installations existantes, qui entravent l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, devraient être évacuées et que l'établissement de nouvelles bases et installations ne devrait pas être toléré.

90/ A/C.3/45/L.83.

91/ A/45/681, par. 10.

92/ A/45/23 (Partie IV), chap. VI.

2. Rappelant sa résolution 1514 (XV) ainsi que toutes les autres résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives aux bases et installations militaires implantées dans les territoires coloniaux et non autonomes, l'Assemblée générale réaffirme sa ferme conviction que l'existence de bases et d'installations militaires dans les territoires considérés pourrait constituer un obstacle majeur à la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et qu'il incombe aux puissances administrantes de faire en sorte que l'existence de ces bases et installations n'empêche pas la population des territoires en question d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration. En outre, consciente de l'existence dans ces territoires de bases et installations militaires desdites puissances administrantes et d'autres pays, l'Assemblée prie instamment ces puissances administrantes de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter d'impliquer les territoires en question dans des actes d'hostilité ou d'ingérence dirigés contre d'autres Etats et pour se conformer scrupuleusement aux buts et principes énoncés dans la Charte, dans la Déclaration et dans les résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives aux activités militaires des puissances coloniales et aux dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration.

3. L'Assemblée générale réitère sa condamnation de toutes les activités militaires menées par les puissances coloniales et de toutes les dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires placés sous leur administration qui portent préjudice aux droits et aux intérêts des peuples coloniaux intéressés, en particulier à leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. L'Assemblée demande une fois encore aux puissances coloniales intéressées de mettre fin à ces activités sans conditions et de supprimer ces bases militaires, conformément à ses résolutions pertinentes et en particulier au paragraphe 9 du Plan d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, figurant à l'annexe de sa résolution 35/118 du 11 décembre 1980.

4. L'Assemblée générale réitère que les territoires coloniaux et les zones adjacentes ne doivent pas servir à des expériences nucléaires, au déversement de déchets nucléaires ou au déploiement d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

5. L'Assemblée générale note avec une grande inquiétude qu'une situation critique continue de régner en Afrique australe en raison de la répression inhumaine du peuple sud-africain à laquelle se livre l'Afrique du Sud. L'Assemblée déclare que la politique d'apartheid et de déstabilisation menée par Pretoria non seulement compromet la paix et la stabilité en Afrique australe, mais constitue aussi une menace à la paix et à la sécurité internationales.

6. L'Assemblée condamne la collaboration persistante dans les domaines militaire, nucléaire et du renseignement entre l'Afrique du Sud et certains pays, qui constitue une violation de l'embargo militaire imposé contre

l'Afrique du Sud par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977), en date du 4 novembre 1977, et fait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. L'Assemblée prie instamment le Conseil de sécurité d'étudier de toute urgence le rapport du Comité établi en application de sa résolution 421 (1977), en date du 9 décembre 1977 23/, et d'adopter de nouvelles mesures pour élargir la portée de sa résolution 418 (1977) afin de la rendre plus efficace et plus complète. L'Assemblée demande en outre que la résolution 558 (1984), en date du 13 décembre 1984, par laquelle le Conseil de sécurité prie tous les Etats de s'abstenir d'importer des armes en provenance d'Afrique du Sud, soit scrupuleusement respectée. L'Assemblée a particulièrement à l'esprit, à cet égard, une série de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité 24/, l'Assemblée générale, le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et le Comité spécial contre l'apartheid, ainsi que par le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de l'unité africaine, le Commonwealth et un certain nombre d'organisations intergouvernementales et régionales.

7. L'Assemblée générale juge que, compte tenu des multiples actes de violence et d'agression qu'il a ignominieusement commis par le passé, le régime raciste d'Afrique du Sud, en se dotant d'une capacité nucléaire, cherche encore à terroriser les Etats voisins et à les obliger à se soumettre, et qu'aux mains de ce régime, les armes nucléaires présentent une menace pour l'humanité toute entière. L'Assemblée condamne l'appui continu apporté au régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire. A cet égard, l'Assemblée se déclare préoccupée par les graves conséquences que peut avoir pour la paix et la sécurité internationales la collaboration militaire et nucléaire entre le régime raciste d'Afrique du Sud et certaines puissances occidentales, Israël et d'autres pays. Elle demande aux Etats intéressés de mettre fin à toute collaboration de cette nature et, en particulier, de cesser de fournir à l'Afrique du Sud du matériel, des techniques, des matériaux nucléaires et des moyens de formation qui lui permettent de renforcer son potentiel nucléaire.

8. L'Assemblée générale condamne vigoureusement la persistance de la collaboration de certains pays avec le régime raciste, dans les domaines militaire et nucléaire, et exprime sa conviction que cette collaboration représente une violation de l'embargo sur les armes que le Conseil de sécurité a décrété contre l'Afrique du Sud par sa résolution 418 (1977) et sappe la solidarité internationale mobilisée contre le régime d'apartheid. L'Assemblée demande donc qu'il soit mis fin sans délai à cette collaboration.

23/ Supplément de juillet, août et septembre 1980 des Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-cinquième année, document S/14179.

24/ Résolutions du Conseil de sécurité 567 (1985) du 20 juin 1985, 568 (1985) du 21 juin 1985, 571 (1985) du 20 septembre 1985, 574 (1985) du 7 octobre 1985, 577 (1985) du 6 décembre 1985, 580 (1985) du 30 décembre 1985, 581 (1986) du 13 février 1986, 602 (1987) du 25 novembre 1987 et 606 (1987) du 23 décembre 1987.

9. L'Assemblée générale demande instamment à tous les gouvernements, aux institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales d'apporter une assistance matérielle accrue pour venir en aide aux milliers de réfugiés qui ont été contraints de fuir vers les Etats voisins du fait de la politique répressive du régime d'apartheid en Afrique du Sud, et permettre à ceux qui rentrent dans leur pays de se réinstaller.

10. L'Assemblée générale désapprouve les aliénations continues de terres dans les territoires coloniaux pour des installations militaires. Celles-ci mobilisent d'importantes ressources économiques et humaines locales qui pourraient être plus avantageusement utilisées aux fins du développement économique des territoires intéressés, et leur existence est donc contraire aux intérêts des populations autochtones.

11. L'Assemblée générale prie le Secrétaire général de poursuivre, par l'intermédiaire du Département de l'information du Secrétariat, une campagne intensive pour informer l'opinion publique mondiale des faits relatifs aux activités militaires et aux dispositions de caractère militaire qui, dans les territoires coloniaux, font obstacle à la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

12. L'Assemblée générale prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre l'examen de cette question et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-sixième session."

45/407. Question de Gibraltar

A sa 44e séance plénière, le 20 novembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Quatrième Commission 25/, a adopté le texte ci-après, qui exprimait le consensus des membres de l'Assemblée :

"L'Assemblée générale, rappelant sa décision 44/426 du 11 décembre 1989 et rappelant également que la Déclaration dont les Gouvernements de l'Espagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont convenus à Bruxelles le 27 novembre 1984 96/ stipule, entre autres dispositions, ce qui suit :

'Instituer un processus de négociation visant à résoudre tous les différends entre les parties au sujet de Gibraltar ainsi qu'à promouvoir entre elles, dans leur intérêt mutuel, la coopération dans les domaines économique, culturel, touristique, militaire, de l'aviation et de l'environnement. Les deux parties acceptent que les questions de souveraineté soient traitées dans le cadre de ce processus. Le Gouvernement britannique tiendra pleinement son engagement de respecter la volonté de la population de Gibraltar, ainsi que l'établit le préambule de la Constitution de 1969',

95/ A/45/685, par. 25.

96/ A/45/732, annexe.

note que, dans le cadre de ce processus, les Ministres des affaires étrangères se sont réunis chaque année, à tour de rôle dans chacune des deux capitales, et demande instamment aux deux Gouvernements de poursuivre leurs négociations en vue d'apporter une solution définitive au problème de Gibraltar, à la lumière des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et dans l'esprit de la Charte des Nations Unies."

45/408. Question de Pitcairn

A sa 44e séance plénière, le 20 novembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Quatrième Commission 95/, a adopté le texte ci-après, qui exprimait le consensus des membres de l'Assemblée :

"L'Assemblée générale, ayant examiné le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 97/, réaffirme le droit inaliénable de la population de Pitcairn à l'autodétermination, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dont les dispositions sont pleinement applicables au territoire. L'Assemblée réaffirme également qu'il incombe à la Puissance administrante de promouvoir le développement économique et social du territoire. L'Assemblée prie instamment la Puissance administrante de continuer à respecter le mode de vie très particulier que la population du territoire a choisi et de préserver, favoriser et protéger ce mode de vie. L'Assemblée prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question lors de sa prochaine session et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session."

45/409. Question de Sainte-Hélène

A sa 44e séance plénière, le 20 novembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Quatrième Commission 95/, ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial sur la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 98/ a réaffirmé le droit inaliénable de la population de Sainte-Hélène à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960. L'Assemblée a instamment prié la Puissance administrante de continuer à prendre, en consultation avec le Conseil législatif et les autres représentants de la population de Sainte-Hélène, toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application rapide de la Déclaration en ce qui concerne le territoire et réaffirmé qu'il importait à cet égard de faire prendre conscience à la population

97/ A/45/23 (Partie VI) et (Partie VI)/Corr.1, chap. IX.

98/ A/45/23 (Partie III), chap. IV; et A/45/23 (Partie VI) et (Partie VI)/Corr.1, chap. IX.

de Sainte-Hélène des possibilités qui lui étaient offertes pour exercer son droit à l'autodétermination. L'Assemblée a réaffirmé qu'il incombait à la Puissance administrante de promouvoir le développement économique et social du territoire et prié la Puissance administrante de continuer, en coopération avec le Gouvernement du territoire, de renforcer l'économie et d'accroître son assistance aux programmes de diversification. L'Assemblée a instamment prié la Puissance administrante de prendre, en coopération avec le Gouvernement du territoire, des mesures efficaces pour protéger et garantir le droit inaliénable de la population du territoire de Sainte-Hélène de disposer en toute propriété de ses ressources naturelles, y compris les ressources de la mer, et d'établir et de conserver son autorité sur leur exploitation ultérieure. L'Assemblée était d'avis que la Puissance administrante devait continuer d'exécuter des projets relatifs à l'infrastructure et au développement communautaire de manière à améliorer le bien-être général, notamment la situation de l'emploi, ainsi que d'encourager les initiatives et entreprises locales, en particulier dans les secteurs de la pêche, de la sylviculture, de l'artisanat et de l'agriculture. Eu égard aux graves événements survenus en Afrique du Sud, l'Assemblée a noté avec inquiétude que le territoire dépendait de l'Afrique du Sud dans le domaine du commerce et des transports. L'Assemblée a réaffirmé que le maintien de l'aide au développement accordée par la Puissance administrante constituait, avec l'apport éventuel d'une aide de la communauté internationale, un moyen important de développer le potentiel économique du territoire et de rendre sa population plus apte à atteindre tous les objectifs énoncés dans les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. L'Assemblée s'est félicitée à cet égard de l'aide fournie par le Programme des Nations Unies pour le développement et a invité les autres organismes des Nations Unies à contribuer au développement du territoire. L'Assemblée a noté avec une vive inquiétude le maintien d'installations militaires sur l'île dépendante de l'Ascension et rappelé à cet égard toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant des bases et installations militaires dans les territoires coloniaux et non autonomes. L'Assemblée a demandé instamment à la Puissance administrante de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le territoire ne soit impliqué dans aucun acte d'agression ou d'ingérence contre des Etats voisins commis par le régime raciste d'Afrique du Sud. L'Assemblée a estimé qu'il convenait de maintenir à l'étude la possibilité d'envoyer une mission de visite des Nations Unies à Sainte-Hélène en temps opportun et prié le Comité spécial de poursuivre l'examen de la question de Sainte-Hélène à sa prochaine session et de rendre compte à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session.

7. Décisions adoptées sur les rapports de la Cinquième Commission

- 45/450. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 99/ :

a) A pris acte avec satisfaction du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique 100/;

b) A invité le Comité consultatif à poursuivre son examen des questions administratives et budgétaires qui présentaient de l'intérêt pour le renforcement de la coordination entre les organisations et programmes du système des Nations Unies et, compte tenu de la déclaration liminaire du Président du Comité, s'est félicité que ce dernier ait l'intention de veiller à ce que les informations statistiques présentées à l'Assemblée générale soient à jour et de redoubler d'efforts pour rendre compte de questions particulières intéressant l'ensemble du système, tels que les services de conférence, les achats et les dépenses d'appui des organisations;

c) A approuvé les conclusions et recommandations sur l'application de la coordination dans le système des Nations Unies, qui figuraient dans le rapport des Présidents du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination sur la vingt-cinquième série de réunions des deux organes 101/;

d) A prié instamment les organisations du système des Nations Unies d'appuyer sans réserve le Comité administratif de coordination dans les efforts que celui-ci faisait pour améliorer son rapport d'ensemble annuel, qu'il s'agisse du contenu analytique ou de l'optique prospective;

e) A pris note avec satisfaction du rapport du Corps commun d'inspection sur l'établissement du budget dans les organisations du système des Nations Unies 102/ et des observations y relatives du Comité administratif de coordination 103/;

f) A prié le Corps commun d'inspection de poursuivre ses travaux sur les techniques et pratiques d'établissement du budget dans le système des Nations Unies et de mettre régulièrement à jour les tableaux comparatifs figurant dans le volume II de son rapport.

45/451. Besoins de l'Organisation des Nations Unies en matière d'impression

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 104/, a recommandé de conserver les principes généraux et les méthodes en vigueur à l'Organisation des Nations Unies de

100/ A/45/798.

101/ E/1990/123.

102/ A/45/130.

103/ A/45/130/Add.1.

104/ A/45/879, par. 8.

façon à utiliser au maximum les moyens internes dont on dispose pour répondre aux besoins liés à l'établissement de la documentation parlementaire, en période de pointe, dans les principaux centres de conférence, y compris les commissions régionales, et à contrôler soigneusement les travaux d'impression confiés à l'extérieur pour que ces travaux soient exécutés aussi économiquement et efficacement que possible.

45/452. Modifications du Règlement du personnel

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission 105/, notant qu'il faut examiner périodiquement le Règlement du personnel et lui soumettre chaque année le texte intégral des dispositions provisoires et des modifications provisoires du Règlement du personnel, a pris acte du rapport du Secrétaire général sur les modifications du Règlement du personnel 106/.

45/453. Rapport du Conseil économique et social

A sa 72e séance plénière, le 21 décembre 1990, sur la recommandation de la Cinquième Commission 107/, l'Assemblée générale a pris acte des chapitres I, III (sect. B) et VI (sect. B et C) du rapport du Conseil économique et social 108/.

8. Décisions adoptées sur les rapports de la Sixième Commission

45/412. Règlement pacifique des différends entre Etats

A sa 48e séance plénière, le 28 novembre 1990, sur la recommandation de la Cinquième Commission 109/, l'Assemblée générale, ayant examiné la question intitulée "Règlement pacifique des différends entre Etats", a pris note du rapport du Secrétaire général sur la question 110/ et a décidé que la question du règlement pacifique des différends entre Etats serait examinée dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour le droit international et au Comité de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, selon qu'il conviendrait.

105/ A/45/898, par. 16.

106/ A/C.5/45/18.

107/ A/45/886, par. 4.

108/ A paraître en tant que Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 3 (A/45/3/Rev.1).

109/ A/45/734, par. 8.

110/ A/45/436 et Add.1.

**45/413. Règlement de conciliation des Nations Unies applicable
aux différends entre Etats**

A sa 48e séance plénière, le 28 novembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Sixième Commission 111/, ayant pris en considération le document relatif au projet de règlement de conciliation des Nations Unies 112/ présenté à sa quarante-cinquième session, a décidé :

a) De prier le Secrétaire général de transmettre ce document à tous les Etats Membres, aux organes et organismes spécialisés compétents des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organismes juridiques internationaux intéressés par le projet de règlement de conciliation, avec les amendements présentés pendant la session en cours 113/, et de les inviter à lui faire parvenir leurs observations, commentaires et suggestions concernant ce projet;

b) De prier également le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, à sa quarante-sixième session, un rapport contenant les réponses reçues à cet égard;

c) Que la question relative au règlement de conciliation des Nations Unies applicable aux différends entre Etats serait examinée dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour le droit international et au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, selon qu'il conviendrait.

111/ A/45/742, par. 8

112/ A/45/143 et Corr.1.

113/ A/C.6/45/L.2.

